



## En 2010, récoltes réduites et reprise des prix agricoles

Le second semestre de l'année 2010 est marqué par un rebond des prix agricoles, après une période de baisse continue depuis septembre 2008. En septembre 2010, la hausse générale des prix à la production atteint + 17 % par rapport à septembre 2009. Elle résulte d'une nouvelle flambée des cours mondiaux céréaliers et oléagineux, qui intervient en juillet au début de la campagne 2010/2011. Les rendements végétaux de 2010 sont affaiblis par les anomalies climatiques, alors que les volumes des productions animales sont supérieurs ou relativement stables par rapport à 2009. La hausse du prix des aliments composés pour animaux est progressive sous l'effet de la flambée des matières premières. Outre les grandes cultures, les fruits et légumes et le lait ont aussi contribué, dans une moindre mesure sur l'ensemble de l'année, à la hausse des prix par rapport à 2009.

Cette hausse sur un an est d'autant plus spectaculaire que les prix de 2009 jusqu'au début 2010 sont fortement retombés après la flambée de 2007/2008, tout en dépassant pour la plupart des produits agricoles ceux des années 2005 et 2006. En effet, au plus bas du creux en novembre 2009, les prix étaient supérieurs de 5 % à ceux de novembre 2005 et, en juin 2010, de

11 % à ceux de juin 2006 (*Nouveau rebond des prix agricoles après un épisode exceptionnel de flambée-dépression, Prix agricoles et alimentaires n° 2010/126, septembre 2010*).

Sur les huit premiers mois de 2010, les prix d'achat des moyens de production agricole diminuent de 3 % par rapport à 2009 sur la même période. Cette diminution modérée résulte de deux mouvements opposés : la forte baisse des prix des engrais et amendements est en effet amortie par une hausse marquée des prix des énergies et lubrifiants. Ce mouvement rompt avec la tendance récente. La hausse des coûts de production – qui est régulièrement alimentée par les produits manufacturés et les services et, depuis 2000, par l'augmentation du prix de l'énergie – s'était en effet accélérée en 2008/2009 sous la poussée du prix des engrais notamment, et aussi des matières premières incorporées à l'alimentation animale.

Au premier semestre 2010, les prix de l'alimentation animale restent très stables n'agissant pas sur la baisse d'ensemble des intrants. Au contraire, à partir de juillet, ils subissent les effets de la flambée des prix des matières premières, atténués grâce au rôle de lissage et d'amortissement des fabricants d'aliments composés. Entre mai

et septembre, les prix des aliments augmentent toutefois de 5,4 %. D'ici fin 2010, cette hausse devrait se poursuivre et peser un peu plus sur le secteur de l'élevage déjà touché par le déficit de la production fourragère.

En raison d'une baisse des rendements provoquée par la sécheresse printanière, les productions françaises de céréales et de graines oléagineuses reculent de respectivement 7 % et 11 % pour la campagne 2010/2011. Pour le blé tendre, le recul est moins marqué (- 1,5 %). Malgré la baisse, les rendements céréaliers restent toutefois légèrement supérieurs aux rendements moyens des dix dernières années. En raison de productions également réduites au niveau mondial, les prix français des grandes cultures affichent en septembre 2010 une hausse remarquable de 60 % pour l'ensemble, de 86 % pour les céréales et de 57 % pour les oléagineux, compensant ainsi le recul des productions.

Selon les prévisions du Conseil international des céréales, le bilan céréalier mondial serait en effet déficitaire, la consommation dépassant la production, ce qui n'avait pas eu lieu depuis trois ans. Seul l'équilibre du bilan en blé tendre est relativement préservé : malgré une baisse notable, la production mondiale atteint néanmoins le

troisième résultat jamais atteint. Les stocks de report restent importants malgré leur repli. Pourtant les cours du blé flambent. Cette flambée résulte des chutes de production dues à une sécheresse exceptionnelle chez les nouveaux grands exportateurs de l'est de l'Europe, la Russie et les autres pays de la mer Noire, qui permettent dans une certaine mesure d'ajuster l'offre de blé à la hausse structurelle de la demande mondiale. Cette pénurie a entraîné leur retrait du marché mondial et une réorganisation des flux dont l'inertie a accentué les tensions sur le marché et la progression des cours. Les exportateurs traditionnels, les États-Unis et l'Union européenne, deviennent alors les fournisseurs incontournables des clients de la Russie et de l'Ukraine, alors même qu'ils sont confrontés à une stagnation structurelle de leurs rendements.

Dans ce contexte, les exportations françaises de blé tendre vers les pays tiers établissent un record en augmentant de 17 %. La France confirme son rôle d'exportateur mondial de blé tendre, notamment vers l'Égypte dont elle devient en octobre le premier fournisseur : en termes de coût de transport, les États-Unis sont en effet défavorisés par rapport à l'Union européenne (UE) pour les destinations de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Alors qu'elles diminuent globalement à destination de l'UE, les exportations françaises de blé augmentent aussi fortement vers l'Allemagne (+ 33 %), les blés allemands étant confrontés à des problèmes de qualité.

Pour les autres céréales et les oléagineux, les bilans sont déficitaires et les cours nettement haussiers. Les cours du maïs sont très fermes face à une demande mondiale croissante, du fait d'une utilisation plus importante du maïs dans l'alimentation animale et l'industrie, en particulier aux États-Unis : les stocks en fin de campagne 2010/2011 y baisseraient de près de 50 %. Pour l'orge, la chute de production est particulièrement spectaculaire en Ukraine, premier exportateur mondial qui met en place des quotas d'exportation, et en Russie où elle tombe au plus bas niveau depuis cinquante

ans. Pour les oléagineux, la production mondiale, principalement fondée sur le soja, est globalement stable par rapport à 2009, contrairement aux productions française et européenne en baisse pour le colza et le tournesol. Contrairement aux cours céréaliers, la hausse des cours mondiaux reste limitée pour les oléagineux, le marché du soja tempérant quelque peu les marchés du colza et du tournesol, particulièrement haussiers et plus déséquilibrés.

Quant au sucre, un record de production marquerait le bilan mondial 2010/2011, après deux bilans déficitaires successifs en 2008/2009 et 2009/2010. Le redressement de la production en Inde et dans d'autres pays producteurs l'emporterait sur les baisses prévues ailleurs notamment dans l'UE. La production brésilienne augmenterait très peu du fait de la hausse de la production d'éthanol et de la baisse des rendements en sucre. Malgré la hausse attendue de l'offre mondiale, l'équilibre du marché reste fragile, et le renchérissement des cours s'est poursuivi de janvier à octobre 2010.

Au cours de la campagne 2010/2011, les prix des vins dépasseraient ceux de la dernière campagne. Les prix des vins rouges et rosés à indication géographique protégée (IGP) et sans IG augmentent fortement en début de campagne par rapport à 2009, contrairement aux vins blancs. Quant aux vins d'appellation protégée (AOP), leurs prix se sont stabilisés en 2009/2010 et pourraient aussi progresser au cours de la nouvelle campagne. La récolte totale de vins français – des AOP hors eaux-de-vie, et surtout des vins IGP et sans IG – est estimée au 1<sup>er</sup> octobre à un niveau particulièrement faible, sans toutefois atteindre le point bas de 2008. Plusieurs facteurs sont favorables à la hausse des prix des vins, en premier lieu la baisse de récolte, même si elle ne se répercute pas totalement sur les disponibilités, les stocks s'étant un peu reconstitués grâce à la récolte plutôt bonne de 2009. En second lieu pour les AOP, il est possible que, après la crise économique, la demande continue d'évo-

luer favorablement avec la reprise légère de la consommation intérieure et le dynamisme persistant de leurs exportations vers les pays tiers.

En 2010, les prix des fruits et légumes sont élevés par rapport aux prix très bas de 2009. Les aléas climatiques ont limité et retardé les récoltes sur le territoire français, mais aussi chez les pays fournisseurs. La limitation de l'offre française s'est ainsi doublée d'une baisse remarquable des importations en début de campagne. Jusqu'en juillet, le manque de produits importés entraîne pour la plupart d'entre eux une hausse des prix à l'importation qui s'est confirmée en août malgré une reprise des entrées. Les faibles récoltes et le recul conjoncturel des importations permettent ainsi aux producteurs, au moins pour cette année, une meilleure valorisation de leur production qu'en 2009, année au cours de laquelle un plan d'aide aux exploitations avait été déclenché sous forme d'allègement des charges financières et sociales. En 2010, la majeure partie des productions légumières et fruitières aura été nettement mieux commercialisée qu'en moyenne au cours des campagnes 2005 à 2009. Font exception la cerise, la pêche et le melon pour les fruits, et la carotte et le poireau pour les légumes.

À partir d'avril 2010, au début de la nouvelle campagne laitière, le prix standard du lait de vache a augmenté par rapport aux très bas prix de 2009. Sur les sept premiers mois de l'année, le prix de 2010 dépasse de 3 % celui de 2009, mais il reste très éloigné du niveau très élevé de 2008 (- 16 %). Cette hausse est due à la répercussion décalée de quelques mois de la remontée des prix des produits industriels, poudres de lait et beurre. Suite à des négociations difficiles au deuxième trimestre, l'interprofession laitière a convenu d'une hausse de 10 % du prix du lait sur l'ensemble de l'année 2010. Cette reprise du prix du lait s'est accompagnée au premier semestre d'une légère réduction des coûts de production, notamment de l'aliment pour les vaches laitières, mais au second semestre les coûts augmentent de nouveau dans la foulée des prix des matières premières.

En 2010, les cours des ovins et des bovins sont globalement stables mais la commercialisation des brouillards reste difficile. Les prix des volailles et des porcins sont orientés à la baisse. L'excès d'offre a fait chuter les prix des œufs. Dans ce contexte de difficile valorisation de la production animale, l'amplification au second semestre de la hausse du coût de l'alimentation animale entraîne un ciseau de prix défavorable pour les éleveurs. La production animale augmente globalement. L'offre de bovins dépasse celle de 2009, alimentée par des retards de sorties liés à l'épidémie de fièvre catarrhale ovine, et par une anticipation des sorties en été, en réponse à la sécheresse et au manque de fourrages. Les abattages d'agneaux se stabilisent, après des années de recul. La production porcine est en légère baisse. Celle de volaille se développe, tirée par la production de poulet.

En parallèle, la production d'aliments composés se rétracte en 2010, mais moins fortement qu'en 2009. La reprise de la collecte laitière a entraîné celle de la production d'aliments pour vaches laitières. Malgré la relative stabilité de la production porcine, la production d'aliments pour porcins continue de s'affaiblir, peut-être en lien avec le développement de la fabrication d'aliments à la ferme. Seule la production pour volaille progresse, grâce au dynamisme de la production de poulets et d'œufs.

Après deux années de déclin, la consommation française de viande progresse, notamment celle de viande de boucherie. Celle de volaille conti-

nue à se développer, grâce à celle de poulet particulièrement dynamique et à une reprise pour la dinde. Les consommateurs réduisent leurs achats de viande fraîche de boucherie, au profit de la viande hachée, des surgelés, de la charcuterie et autres produits élaborés. Les achats se reportent aussi sur la volaille, sous forme fraîche ou élaborée. Pour l'ensemble des produits agroalimentaires, la consommation alimentaire française a augmenté par rapport à 2009 au deuxième trimestre 2010, celles de viandes et de lait croissant légèrement moins que celles poissons frais et de fruits et légumes. Pourtant, ces derniers sont les produits alimentaires qui subissent la plus forte hausse des prix de détail par rapport à 2009, par répercussion de la hausse spectaculaire des prix à la production.

La croissance de la consommation alimentaire soutient en partie la reprise de l'activité des industries agroalimentaires (IAA) en 2010. Au deuxième trimestre, l'activité confirme son redressement et se rapproche du niveau de 2007, avant la crise de 2008/2009. La croissance du chiffre d'affaires s'accélère. Cependant, les prix retombent au niveau de 2007, avant leur flambée. L'emploi salarié dans les IAA se rétracte légèrement par rapport au deuxième trimestre 2009. Les chefs d'entreprises considèrent que leur activité a continué de progresser à un rythme soutenu, mais qu'elle devrait ralentir au troisième trimestre 2010 (*Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010, IAA n° 2010/127, octobre 2010*).

La reprise au premier semestre 2010 de la demande extérieure en produits transformés, après la crise économique, dynamise aussi l'activité de ce secteur, même si elle n'est que partielle. Ce sont les boissons alcoolisées et les champagnes et mousseux, dont les volumes exportés augmentent, qui contribuent le plus à la progression de l'excédent commercial devant les produits laitiers. Pour autant, l'excédent des IAA n'a pas retrouvé son niveau de 2005. Au-delà de l'épisode conjoncturel de 2006/2007, il subit les effets de l'érosion du solde des échanges des secteurs des viandes, des produits de la pêche, des huiles et graisses et des produits à base de fruits et légumes (*IAA : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons, IAA n° 2010/125, septembre 2010*). En septembre 2010, l'excédent agroalimentaire total français augmente par rapport à 2009. Les échanges de produits bruts et transformés avec les pays tiers expliquent l'essentiel de cette amélioration. Les échanges avec les pays tiers, en produits bruts, rompent avec le déficit qui s'est creusé depuis 2007 et affichent un excédent en septembre grâce aux exportations massives de blé tendre. Et, en produits transformés, ils représentent plus des neuf dixièmes de la hausse de l'excédent commercial (*Excédent agroalimentaire : un niveau record avec les pays tiers compense une moindre dynamique avec l'Union européenne, Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 11/12, novembre 2010*).

Christine Deroin

*Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)  
au Secrétariat général avec la collaboration de  
la Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT)  
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT)*

# Sommaire du bilan

<b>Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole</b>	<b>5</b>	<i>C. Deroin, L. Lefebvre, A. Renaud, H. Vigouroux, A. Viguié</i>
<b>Synthèses</b>		
Production 2010 des grandes cultures et prairies : des soles stables et des rendements à la baisse, <i>Grandes cultures et fourrages</i>	<b>21</b>	<i>J. P. Cassagne, H. Schoen</i>
Exportations records pour les États-Unis et la France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre, <i>Céréales</i>	<b>25</b>	<i>A. Renaud</i>
Fruits et Légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010, <i>Légumes Fruits</i>	<b>29</b>	<i>L. Bernadette, J. Fressignac</i>
Reprise du lait de vache en 2010, <i>Lait</i>	<b>33</b>	<i>G. Martin-Houssart</i>
Industries agroalimentaires : la reprise de leur excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons, <i>Industries agroalimentaires</i>	<b>37</b>	<i>L. Lefebvre</i>
En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale, <i>Moyens de production</i>	<b>43</b>	<i>A. Viguié</i>
En 2010, la consommation de viandes se porte mieux, <i>Consommation</i>	<b>47</b>	<i>A. Viguié</i>
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>51</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>53</b>	

## Liste des Infos rapides

<i>Animaux de boucherie, n° 9/11, octobre 2010</i>	<i>A. Egger, M. A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 10/11, novembre 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 3/6, octobre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Chicorée, n° 2/5, octobre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 11/12, novembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 11/12, novembre 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 4/5, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 3/4, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Endive, n° 1/5, octobre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 9/10, novembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 9/11, octobre 2010</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue, n° 2/6, octobre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Melon, n° 5/5, octobre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 9/10, octobre 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguié</i>
<i>Poire, n° 4/4, novembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Poireau, n° 2/5, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 6/6, novembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Prairies, n° 7/7, octobre 2010</i>	<i>J. P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 9/10, octobre 2010</i>	<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks Pomme-Poire, n° 1/10, octobre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 5/6, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Viticulture, n° 5, novembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

# Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

## GRANDES CULTURES

En raison d'une baisse des rendements provoquée par la sécheresse printanière, la plupart des productions céréalières françaises reculent nettement pour la campagne de commercialisation 2010/2011. La production de blé fait exception, grâce à un accroissement des surfaces : celle de blé tendre est seulement en très légère diminution, et celle de blé dur augmente fortement (*Production 2010 des grandes cultures et prairies : des soles stables et des rendements à la baisse, Grandes cultures et fourrages n° 2010/128, octobre 2010*).

Pour la campagne 2010/2011, le bilan céréalier mondial serait déficitaire, la consommation dépassant la production, ce qui n'avait pas eu lieu depuis trois ans. Les stocks de report sont prévus en baisse. En 2010, les conditions météorologiques ont été assez peu favorables aux grandes cultures, en particulier au blé. En effet, une sécheresse exceptionnelle a affecté l'Est de l'Europe – la Russie et les pays de la mer Noire, parmi les principaux exportateurs – pénalisant fortement leur production. Ainsi, les disponibilités mondiales étant en retrait, la France augmenterait fortement ses exportations de blé tendre. Le bilan mondial du maïs est déficitaire pour la deuxième campagne consécutive, les stocks chutant à un niveau extrêmement bas. En outre, la consommation

de maïs augmente, notamment pour l'alimentation animale.

Depuis août, les cours des grandes cultures sont quasiment tous haussiers. Début octobre, le marché mondial du blé reste tendu, en lien avec les prix du maïs. Ceux-ci ont en effet beaucoup progressé lorsque l'USDA (département américain à l'agriculture), le 8 octobre 2010, a très fortement révisé à la baisse la production de maïs.

La production mondiale d'oléagineux est globalement stable. En Europe, la production de colza chute plus fortement que celle de tournesol, et les prix sont en forte progression. Le marché mondial du soja est moins déséquilibré.

### Blé tendre : production française presque stable, et de bonne qualité

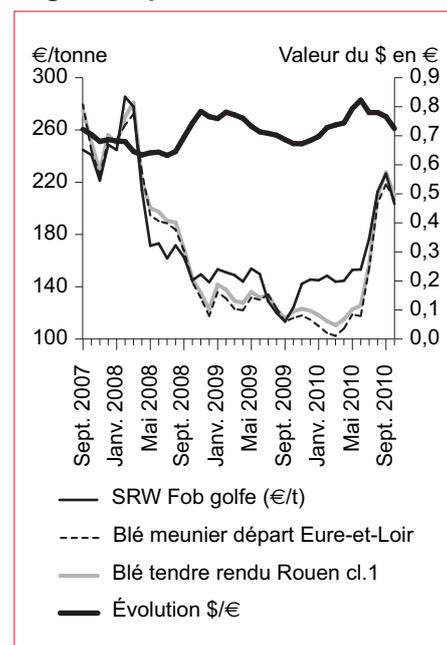
D'après les estimations du Service de la statistique et de la prospective (SSP), la production française 2010 de blé tendre baisserait de 1 % par rapport à la campagne précédente. Elle reste cependant supérieure de 4 % à la moyenne des cinq dernières récoltes.

Selon la Commission européenne, la production européenne de blé est estimée à presque 126 Mt. Les cultures de blé ont subi des conditions météorologiques défavorables, sécheresse à l'ouest de l'Europe et précipitations

excessives au centre durant la moisson. Ainsi, alors que la qualité des blés allemands, polonais, tchèques ou hongrois pose problème, elle est satisfaisante au Royaume-Uni et en France. D'après l'enquête FranceAgriMer-Arvalis réalisée en octobre 2010, la proportion de variétés de blés panifiables se situe à 92 % en France.

D'après le rapport du Conseil international des céréales (Cic) publié le 23 septembre, la production mondiale de blé recule pour la deuxième année consécutive à 644 Mt (- 5 %).

### Le prix du blé tendre rendu Rouen augmente particulièrement



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Sur les trois premiers mois de la campagne 2010/2011, soit de juillet à septembre, les prix du blé tendre flambent. Le prix du blé tendre rendu Rouen atteint en moyenne 198 €/t (+ 60 % par rapport à 2009). Sa progression est un peu plus forte que celle du blé tendre meunier départ Eure-et-Loir, dont le cours augmente de 56 %, se situant à 192 €/t. Ainsi, le prix du blé français à l'exportation est en plus forte hausse que celui sur le marché intérieur, reflétant la hausse de la demande extérieure de blé français. Par ailleurs, au cours des trois premiers mois, le prix du blé soft red winter Fob golfe du Mexique se situe en moyenne à 205 €/t, prix plus élevé que celui du blé tendre rendu Rouen. Toutefois, la tendance à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar entraîne la hausse de la compétitivité de l'origine américaine.

Cette flambée des cours du blé a lieu en début de campagne et se produit alors que l'équilibre offre-demande reste plutôt bon. Même si les stocks de report chutent à 175 Mt au niveau mondial (- 11 %), ils demeurent néanmoins élevés (+ 20 %) par rapport aux stocks moyens des cinq dernières campagnes entre 2005 et 2009. De fait, la hausse des cours est due notamment à un surcroît de tensions sur le marché du blé, à cause de l'inertie qui a accompagné sa réorganisation. En effet, suite à l'absence de certains des principaux exportateurs, la Russie et les pays de la mer Noire, les flux s'adaptent (*Exportations records pour les États-Unis et la France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre, Céréales n° 2010/129, octobre 2010*). Fin septembre, le cours semble s'apaiser et devient baissier. Après avoir atteint un pic de plus de 230 €/t pour le blé tendre rendu Rouen, il recule à 202 €/t début octobre, avant de remonter à 216 €/t, en liaison avec la reprise des cours du maïs.

### Maïs : fermeté des prix et consommation en hausse

Selon le SSP au 1<sup>er</sup> octobre, la production française de maïs grain pour 2010 se situerait à 13,5 Mt (- 2 % par

rapport à 2009), en dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes (- 5 %). La production européenne approcherait 55 Mt (- 3 % par rapport à 2009). Au niveau mondial, la production de maïs atteindrait 820 Mt. L'USDA a révisé à la baisse la production nord-américaine, à 322 Mt, soit - 4 % par rapport à la prévision de septembre. Les stocks de fin de campagne 2010/2011 seraient très bas, à 132 Mt au niveau mondial (- 11 %), et en particulier aux États-Unis où ils baisseraient de 47 % par rapport à 2009.

Sur les trois premiers mois de la campagne, il a résulté de ce bilan assez peu favorable une hausse des cours par rapport à 2009, sensiblement du même ordre pour les différentes origines. Le prix moyen du maïs argentin sur cette période se situe à 155 €/t, soit + 35 %. Le cours du maïs Yellow corn origine golfe du Mexique évolue de façon similaire, progressant jusqu'à 153 €/t, soit + 36 %. Le prix Fob Bordeaux du maïs français évolue de façon similaire, mais à un niveau plus élevé de 180 €/t, soit plus 37 %. En France, l'écart entre les prix du blé et du maïs se réduit.

Survenant début octobre dans un climat d'inquiétude pour les opérateurs, la révision par l'USDA de la production de maïs nord-américaine en deçà des attentes a provoqué une nouvelle reprise des cours. En octobre, les prix du maïs demeurent très soutenus. Après un point haut atteint aux alentours du 12 octobre (209 €/t pour le prix Fob Bordeaux), le marché se détend à peine en fin de mois.

La production mondiale, bien qu'elle atteigne le niveau record de 820 Mt, serait insuffisante face à une consommation toujours croissante. Selon l'USDA, celle-ci atteindrait 835 Mt. L'augmentation de la consommation est due en partie à la hausse de l'utilisation du maïs dans l'alimentation animale, surtout aux États-Unis où elle progresserait de 6 Mt par rapport à 2009 (+ 4,5 %).

Les échanges mondiaux en maïs s'intensifient, progressant de 7 % pour représenter 92 Mt, selon le Cic au 23 septembre. En 2009, les principaux importateurs de maïs sont le Japon (18 % des importations mondiales), le Mexique et la Corée du Sud (chacun

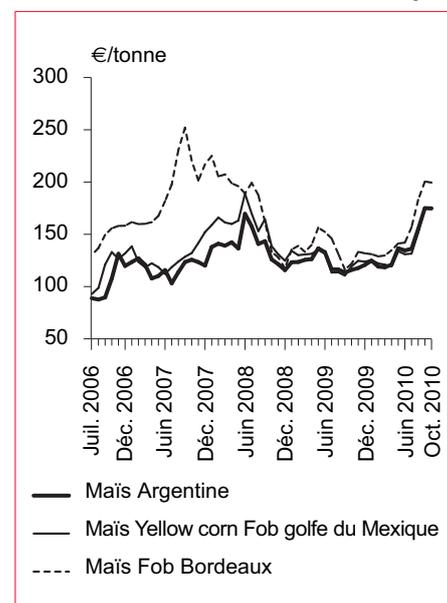
à près de 10 %), suivis par l'Égypte (6 %) et, au même niveau, le regroupement des pays représentatifs de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam. Enfin, l'Union européenne s'octroie un peu plus de 3 % des importations mondiales. Pour 2010/2011, les volumes importés augmenteraient, à l'exception du Japon où ils seraient stables.

Face à cette hausse de la demande, les exportations demeurent concentrées. En 2009, les États-Unis rassemblent plus de la moitié des exportations mondiales de maïs (55 %). Les autres exportateurs majeurs sont l'Argentine (18 %), le Brésil (9 %) et l'Ukraine (5 %). Les exportations en maïs de l'Union européenne sont minimales, représentant 1,5 % du volume total exporté en 2009. Pour 2010/2011, l'Argentine, favorisée par la hausse de sa récolte (+ 11 %), pourrait accroître de façon notable ses exportations, tandis que le Brésil serait contraint de les réduire, du fait d'une diminution de 9 % de sa récolte.

### Orge : tension sur le marché à cause d'une forte baisse de la production

La production européenne d'orge, estimée à près de 54 Mt par l'USDA, est en retrait de 8 Mt par rapport à la

### Le marché du maïs ne se détend pas



Source : FranceAgriMer

dernière campagne. En particulier, la récolte française est prévue à 10 Mt, soit une baisse très marquée par rapport à la récolte record de 2009 (- 20 %), mais plus modérée (- 7,3 %) par rapport à la récolte moyenne des campagnes 2005-2009. La récolte allemande baisserait également de 20 %. Les rendements européens en orge diminuent tout comme ceux du blé, de même que les surfaces à cause notamment de prix bas au moment des semis. En France, il s'agit d'un retour à la normale après une sole particulièrement haute en 2009.

Les principaux producteurs mondiaux d'orge, hors Union européenne, subiraient aussi une forte baisse de leurs récoltes. Ainsi en Ukraine, premier exportateur mondial d'orge, la production estimée à 9 Mt diminuerait de près de 24 %. Cette forte baisse a conduit le gouvernement ukrainien à mettre en place début octobre des quotas d'exportation, autorisant la vente de seulement 200 000 tonnes d'ici fin 2010, alors qu'en 2009 l'Ukraine en avait exporté 1,5 Mt sur la même période. En Russie, la production diminuerait de 53 % par rapport à la dernière campagne, chutant quasiment à son plus bas niveau depuis 50 ans. Cette chute résulte de la baisse conjointe des rendements (- 38 % par rapport au rendement moyen des cinq campagnes 2005-2009) et des surfaces (- 21 % par rapport à 2009). Enfin, la production du Canada diminuerait de plus de 13 % par rapport à 2009.

Ces situations défavorables pour les principaux producteurs d'orge provoquent des tensions sur les marchés. En début de campagne, le marché de l'orge est haussier. Pour l'orge rendu Rouen, le prix moyen sur les trois premiers mois de campagne atteint 167 €/t, dépassant de 70 % les prix de 2009. Pour autant, ceux-ci avaient été particulièrement bas du fait d'une récolte très abondante.

### **Blé dur : récolte française record et hausse des exportations**

La récolte française de blé dur, évaluée à 2,5 Mt pour 2010/2011, aug-

menterait fortement (+ 17 %), dépassant le record de 2009. Cette hausse est due à une progression des surfaces de 20 %, qui compense largement une légère baisse des rendements. Selon l'enquête FranceAgriMer-Arvalis de septembre, la récolte 2010/2011 de blé dur présente une qualité satisfaisante.

Sur le marché français du blé dur, le prix moyen départ Beauce se situe à 211 €/t, stable par rapport à celui de 2009, même si la tendance d'évolution est différente. En effet, contrairement à la campagne 2009 débutant sur des prix élevés diminuant ensuite en continu, la campagne 2010/2011 a démarré en juillet sur des prix bas pour augmenter fortement ensuite en août et septembre et atteindre un point haut à 240 €/t. Après une légère inflexion début octobre, le cours se raffermira à nouveau.

Les exportations françaises de blé dur progresseraient, à la fois vers l'Union européenne (+ 26 %) et les pays tiers (+ 31 %). Du 1<sup>er</sup> juillet au 28 septembre 2010, la France a obtenu quasiment le tiers des certificats à l'exportation en blé dur, soit plus de 59 500 tonnes. Qu'il s'agisse des échanges intra-européens ou internationaux, la présence de la France dépendra de la façon dont le Canada diffusera sa faible récolte, inférieure de 16 % à celle de 2009. Les exportations canadiennes sont prévues en baisse de plus de 10 %. Le blé dur canadien est en effet importé par plusieurs pays de l'Union européenne, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas. Pour ces deux derniers, les importations correspondent de fait pour une grande partie à un transit portuaire. Sur le marché international, la mauvaise récolte canadienne pourrait créer un appel d'air pour l'origine européenne, notamment l'origine française.

### **Oléagineux : récoltes françaises en baisse, et hausse des cours**

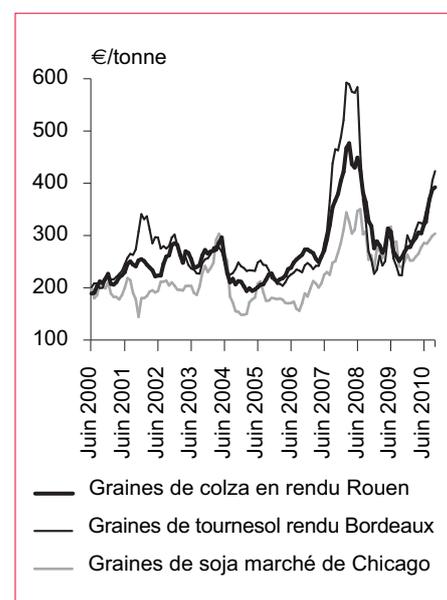
En 2010, la production française de graines oléagineuses diminuerait de 12 % par rapport à 2009. En colza, elle fléchirait à 4,8 Mt (- 15 %). En tourne-

sol, le ralentissement de la production qui atteint 1,6 Mt est moins marqué (- 4,4 %). Cette progression résulte essentiellement de la diminution des rendements pour le colza, et de surfaces moins importantes pour le tournesol. La production européenne (28 Mt) serait aussi en retrait (- 5 %), à la fois pour le colza (- 7 %) et pour le tournesol (- 2 %).

En revanche, la production mondiale est globalement stable par rapport à 2009, et s'établirait à 441 Mt, selon l'USDA début octobre. Tandis que la production de colza chuterait à 57 Mt (- 5 %), celle de tournesol augmenterait légèrement (+ 2,4 %), à 31 Mt. Cette légère augmentation de la production de tournesol résulte d'évolutions contrastées. D'une part, la baisse de 3,1 % de la production en Ukraine (6,3 Mt), qui est le principal pays exportateur, freine la plus forte baisse qui ait eu lieu en Russie (- 10 %, à moins de 6 Mt) ; et d'autre part, la production en Argentine marque une très forte hausse de (+ 48 %, à 3,4 Mt).

À cause de la forte baisse de production de colza, le prix des graines de colza rendu Rouen est très élevé. Il se situe à 367 €/t pour les trois premiers mois de campagne (+ 41 % par rapport à 2009), et il est maintenu à la hausse par la faiblesse des offres européennes et provenant de la mer Noire, celle-ci

### **Les cours du colza et du tournesol continuent leur ascension**



Source : La Dépêche

étant due aux intempéries. Le 20 octobre, le cours atteint 398 €/t. Ce contexte haussier est également lié à l'accentuation de la demande en agrocarburants.

Concernant le tournesol – graines françaises, en rendu Bordeaux – le prix moyen de début de campagne se hisse à 365 €/t, un peu en dessous de la valeur de 2007/2008. En octobre, le prix continue d'augmenter, passant de 405 €/t au cours de la première semaine à 435 €/t le 20 octobre.

Pour le soja, principal produit oléagineux au niveau mondial mais négligeable en France, la production mondiale diminuerait légèrement (- 1,8 %, à 255 Mt). Parmi les principaux exportateurs, les productions du Brésil et de l'Argentine marquent une baisse de respectivement 2,9 % et 8 % (soit 67 Mt et 50 Mt), tandis que la récolte nord-américaine progresse légèrement (+ 1,5 %). Seul le Canada bénéficie d'une perspective de récolte nettement plus favorable (+ 13 %, avec 4 Mt). Par rapport à 2009, les stocks finaux augmentent faiblement (+ 1,6 %), et représentent 24 % des utilisations intérieures. Le cours moyen du soja sur le marché américain entre juillet et septembre 2010 atteint presque 292 €/t, contre 272 €/t en 2009 (+ 7 %). Toutefois, cette hausse reste limitée, le marché du soja tempérant un peu les marchés du colza et du tournesol, particulièrement haussiers et plus déséquilibrés.

### **Pois protéagineux : une récolte française record**

Les aides mises en place favorisent la récolte française de pois secs (1 Mt) qui fait ainsi un bond de 97 %. Celle-ci est également en net progrès par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 35 %). Leur surface a plus que doublé, atteignant 244 000 ha. Entre juillet et septembre 2010, le prix moyen des pois protéagineux départ Marne s'établit à 188 €/t. Il progresse fortement au cours de ces trois premiers mois (+ 26 % entre juillet et août, et + 8 % entre août et septembre), dans un contexte de hausse du cours des céréales et des tour-

teaux. Après un point haut atteint fin septembre à 215 €/t, le prix se stabilise début octobre autour de 210 €/t. Pour le moment, les cours ne sont pas favorables aux incorporations, qui reculeraient de 32 % par rapport à 2009.

### **Pomme de terre : baisse notable de la production**

D'après les prévisions du SSP au 1<sup>er</sup> octobre 2010, la production de pommes de terre de conservation s'élève à 4,7 millions de tonnes (Mt) pour l'année 2010 : elle est en baisse de 9 % par rapport au bon niveau de 2009. La récolte s'incline ainsi en dessous de la moyenne 2005-2009 (- 2,3 %). Les surfaces sont quasi-stables, mais les rendements diminuent (- 8 %), ce qui explique la baisse de la production. D'après le NEPG, groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen, la récolte des principaux pays producteurs d'Europe de l'Ouest – France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique – chuterait de 2 Mt, à cause d'une baisse des rendements, égalant celle de la France.

Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), les prix de l'ensemble des pommes de terre de consommation en frais, affichent une hausse de 33 % en août au début de la campagne 2010/2011 par rapport à 2009, année pour laquelle les prix étaient plutôt bas. Cela étant, par rapport aux prix moyens 2005-2009, la hausse se limite à 7 %. De plus, en septembre et octobre 2010, pour les pommes de terre bintje lavées de 40-70mm en sac de 10 kg, le prix moyen est de 242 €/t, en très forte progression par rapport à 2009 (+ 92 %). Toutefois, les prix du tout début de campagne sont en général particulièrement volatils, notamment pour la Bintje.

### **Sucre : marché encore tendu en 2010**

En 2010, les surfaces emblavées en betterave s'inscrivent une nouvelle

fois en hausse. Quelques 381 milliers d'hectares ont été plantés en 2010 contre 374 milliers en 2009 (+ 2 %). La mise en place des contrats pour le sucre hors quota a pu contribuer à ce développement. La production de betterave atteindrait 31 millions de tonnes (Mt), en recul de 11 %. Avec la sécheresse qui a sévi durant l'été, les rendements (82 t/ha) seraient inférieurs de 13 % à ceux de la campagne exceptionnelle de 2009/2010. Toutefois, ils se situent dans la moyenne des cinq dernières années, et pourraient se redresser avec les évolutions climatiques récentes.

Selon FranceAgriMer, la production française de sucre et de sirop de sucre de betterave pour l'alcool-éthanol et la pharmacie, atteindrait 4,3 Mt de sucre blanc en 2010/2011 contre 4,5 pour la campagne betteravière 2009/2010 : en baisse de 4 %, elle reste néanmoins dans la moyenne des cinq dernières années. Au niveau européen, la tendance est similaire. Les rendements reculent de 4 %, mais la petite baisse des surfaces (- 1 %) entraîne un recul de la production de sucre de betterave plus marqué. Elle atteindrait 15,7 Mt en 2010/2011 contre 17 Mt en 2009/2010, en recul de 10 %. Toutefois, ce niveau pourrait augmenter, avec les évolutions climatiques récentes plus favorables, notamment en France et en Allemagne.

Selon l'Organisation Internationale du sucre (ISO), la campagne 2009/2010 s'achevant en septembre marque un second déficit consécutif, néanmoins plus faible qu'en 2008/2009 (*Déficit du bilan mondial et spéculations font pression sur les cours du sucre, Betterave n° 2010/109, avril 2010*). La production mondiale atteindrait 160 Mt de sucre brut, en hausse de 6,3 Mt par rapport à celle de 2008/2009. L'Inde, l'Union européenne et le Brésil sont à l'origine de ce redressement, qui fait plus que compenser les baisses de production enregistrées dans les autres principaux pays producteurs que sont la Chine, les États-Unis, le Mexique, l'Australie, la Russie, la Thaïlande et le Pakistan.

La consommation mondiale est estimée à 164 Mt, en hausse de 2,2 %. Le

niveau élevé des prix de marché et la crise économique ont entraîné cette progression modérée. De ce fait, le déficit mondial, de l'ordre de cinq millions de tonnes, après 7,8 Mt pour le bilan 2008/2009, s'est contracté. Le besoin d'importations, notamment de l'Inde, s'est réduit grâce à la hausse de la production. Les stocks ont contribué à combler le déficit, et le marché sucrier mondial reste tendu, avec un ratio stock/consommation historiquement bas.

Le bilan mondial 2010/2011 devrait connaître un record de production. Le redressement de la production en Inde, mais aussi dans d'autres pays producteurs – Chine, Australie, États-Unis, Mexique – l'emporte sur les baisses prévues par ailleurs. Sont à l'origine de ces baisses les productions dans l'Union européenne, et à un moindre niveau en Russie et en Thaïlande. La production du Brésil ne serait qu'en très légère hausse, du fait de la hausse de la production d'éthanol et d'une baisse des rendements en sucre. Face à ce record de production mondiale, la consommation devrait continuer de croître

modérément. L'augmentation de la consommation se situerait principalement en Inde, Pakistan, Afrique, et Indonésie, alors qu'elle ralentirait en Chine. Le bilan mondial connaîtrait alors un retour à l'équilibre. Et les stocks, qui se sont fortement réduits avec le déficit de 2009/2010, pourraient se reconstituer en fin de campagne.

Malgré la hausse attendue de l'offre mondiale, l'équilibre du marché reste fragile, et le renchérissement des cours du sucre s'est poursuivi de janvier à octobre 2010. En début d'année, sur la lancée d'un bilan mondial 2009/2010 déficitaire, les cours mondiaux sur les marchés à terme, exprimés en euros, ont enregistré un pic, pour le sucre brut et plus encore pour le sucre blanc. Puis, avec les bonnes perspectives des productions indienne et brésilienne, entraînant la liquidation des positions spéculatives, auxquelles s'ajoute le renforcement du dollar, une tendance baissière s'est installée jusqu'en mai. Cette tendance s'est ensuite inversée, pour revenir à des niveaux élevés en octobre au début de la campagne 2010/2011. Les cours ont été entraînés sur cette période par la hausse des cours des céréales et du pétrole, et par des importations de sucre attendues à la hausse dans les pays dont les productions ont régressé, conjuguées à un affaiblissement du dollar et des productions mondiales de sucre susceptibles d'être moins bonnes à cause de la sécheresse et des inondations.

La prime de blanc, ou écart de prix entre le sucre blanc et le sucre brut sur le marché à terme, après avoir atteint un pic durant l'été, a reculé de 37 % en octobre 2010 par rapport à août 2010, traduisant le rattrapage du cours du sucre brut sur celui du sucre blanc. En début d'année pour le sucre brut, l'écart des cours entre le marché physique et le marché à terme (terme éloigné) est faible. Puis il décroche durablement, reflétant une préoccupation du marché sur les disponibilités immédiates. En octobre 2010, la cotation du sucre brut sur le marché physique a progressé de + 60 % (555 €/tonne) en glissement annuel, et dépasse celle du sucre blanc sur le

marché à terme (+ 26 %). Cette situation remarquable, initiée en août 2010, et non constatée depuis fin 2005-début 2006, peut traduire des besoins forts d'approvisionnement du secteur du raffinage, soutenus par la croissance de la consommation de sucre et de la production de bio-éthanol.

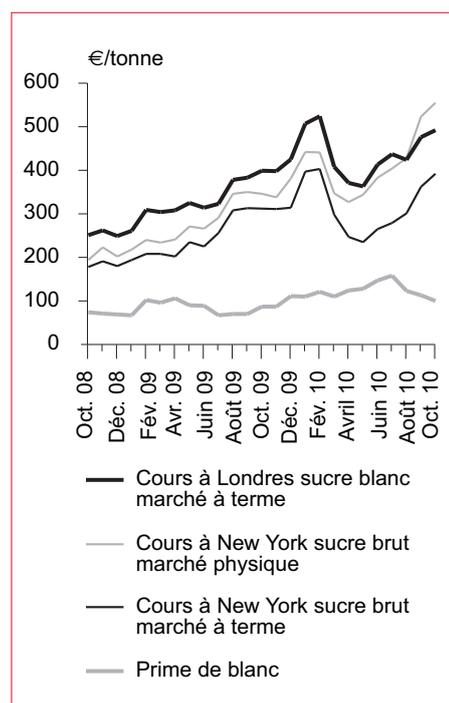
## VINS

### Une récolte qui devrait s'avérer particulièrement faible

D'après les prévisions du SSP au 1<sup>er</sup> octobre, la récolte totale de vins français est estimée pour 2010 à 46 millions d'hectolitres (Mhl). Elle baisserait de 2 % par rapport à 2009, et de 7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières récoltes. Elle n'atteindrait cependant pas le point bas de 2008 à 43 Mhl. Les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) (hors eaux-de-vie) et à indication géographique protégée (IGP) reculeraient par rapport à 2009 (respectivement - 4 % et - 3 %), avec un volume de presque 22 Mhl pour les AOP (hors eaux-de-vie), et de 12 Mhl pour les IGP. Seuls les vins destinés à la production d'eaux-de-vie AOP, incluant le Cognac et l'Armagnac, progresseraient nettement (+ 13 %), se hissant au-dessus de la récolte moyenne 2005-2009 (+ 4 %), avec un volume prévu de 8,2 Mhl. Le retrait le plus important concernerait la catégorie des autres vins et jus : leur volume est estimé à 3,6 Mhl, en recul de 15 % par rapport à 2009 où ils avaient fortement progressé. Ils se situeraient en dessous de la moyenne 2005-2009 (- 11 %), un recul en partie dû à la sécheresse estivale, et aux fortes chaleurs du mois d'août.

En l'absence d'informations sur les stocks de début de campagne, il n'est pas possible de calculer les disponibilités totales. Cependant, la baisse de la production ne devrait pas se répercuter totalement sur les disponibilités, les stocks étant un peu restaurés grâce à la récolte plutôt bonne de 2009.

### Rattrapage des cours du sucre brut sur ceux du blanc



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

## Légère reprise en 2009/2010 de la consommation intérieure de vins d'appellation

Selon la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI), les quantités taxées de vins mis en circulation ou « consommation taxée » diminuent par rapport à 2009. Le cumul provisoire de campagne jusqu'à fin juin 2010 de quantités de vins soumises au droit de circulation s'élève à 26 Mhl (-2,5 %). La situation diffère toutefois selon la catégorie de vins. En effet, pour les vins AOP, la consommation taxée sur les onze premiers mois de la campagne 2009/2010 atteint 14,6 Mhl, en progrès de 2,2 %. Pour les autres vins, au contraire, la consommation taxée recule à 11,4 Mhl pour 2009/2010 jusqu'au mois de juin compris (-7,2 %).

### À partir de fin 2009, croissance en volume des exportations de vins français vers les pays tiers

Les exportations de vins français, en recul au début de la campagne 2009/2010, sont reparties à la hausse à partir de fin 2009 : elles progressent légèrement (+1,4 %), atteignant près de 13 Mhl. En valeur, elles sont presque stables (+0,7 %). Toutefois, la situation diffère selon la destination : vers l'Union européenne, les exportations diminuent, tant en volume qu'en valeur (respectivement -2 % et -5 %), alors qu'elles s'accroissent vers les pays tiers de 9,4 % en volume, et 8,9 % en valeur.

Pour les vins AOP, la reprise est un peu plus nette (+4,1 % en volume, mais stable en valeur), et ce, surtout à destination des pays tiers (+9 % en volume contre 1,2 % vers l'Union européenne). En particulier, les exportations de champagnes, qui avaient fortement chuté en 2008/2009, repartent à la hausse (+10 %), plus particulièrement vers les pays tiers (+30 %). Les vins AOP s'inscrivent dans le mouvement de reprise après la crise économique qui les avait pénalisés. En revanche, les autres vins sont en léger retrait : le volume exporté

pour 2009/2010 est de 6,89 Mhl contre 6,95 Mhl pour la campagne précédente.

Pour le début de campagne 2010/2011, le volume exporté en vins AOP hors champagnes en août corrobore la reprise entamée en fin de campagne précédente. Il dépasse celui des deux années passées, et reste équivalent à la moyenne des cinq derniers mois d'août. En revanche, pour les autres vins, le volume exporté en août se situe un peu en dessous de 2009, et s'avère inférieur de 13 % à la moyenne des cinq derniers mois d'août.

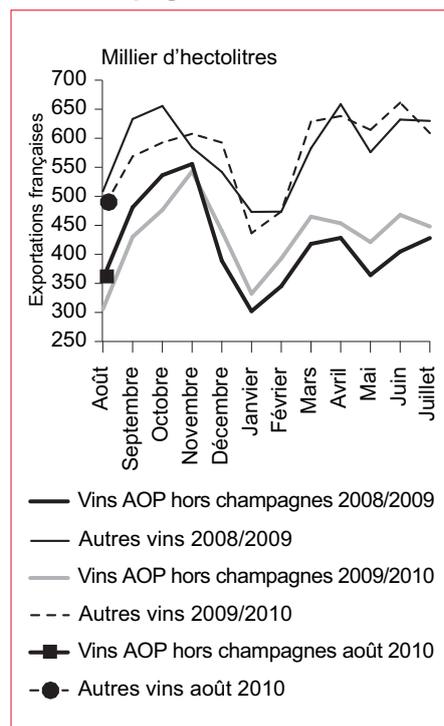
### En début de campagne 2010/2011, le prix des vins rouges et rosés à indication géographique protégée augmente

Pour les deux premiers mois de la campagne 2010/2011, le prix moyen des vins rouges et rosés IGP s'établit à 4,6 €/hl, en forte progression par rapport au début de la campagne précédente (+16 %). Entre août et sep-

tembre, il augmente légèrement (+2 %). Au contraire, le prix des vins blancs IGP est en léger retrait, se situant en moyenne à 6,5 €/hl (-4 %), en baisse de 1,6 % entre août et septembre. Toutefois, ce prix a nettement progressé par rapport au point bas de juillet situé à 5,9 €/hl.

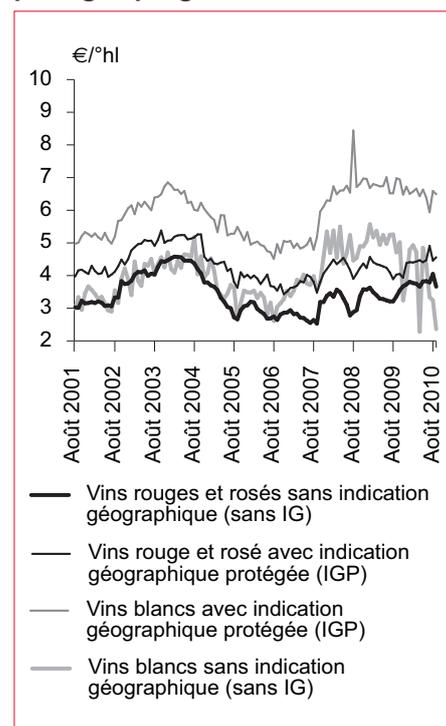
Pour les vins sans IG, la situation est très contrastée en fonction des couleurs. Le prix moyen de début de campagne des vins rouges et rosés sans IG s'élève à 3,8 €/hl (+17 % par rapport à la même période de 2009). La tendance initiée en 2009/2010 semble se poursuivre, même si après un mois d'août particulièrement haut, le mois de septembre marque un recul. Par ailleurs, le volume des ventes en vrac des vins rouges et rosés sans IG diminue fortement (-28 % par rapport au début de campagne 2009). Au contraire, le prix moyen des vins blancs sans IG chute de 47 % par rapport au début de campagne précédent, à 2,7 €/hl. Il est à nouveau perturbé par les volumes commercialisés : en effet, les ventes de vins blancs en vrac augmentent de 10 % à cause de la très forte commercialisation ponctuelle des vins issus de Charente.

### Reprise des exportations de vins d'appellation à la fin de la campagne 2009/2010



Source : DGDDI (Douanes)

### Le prix des vins rouges et rosés avec indication géographique protégée progresse

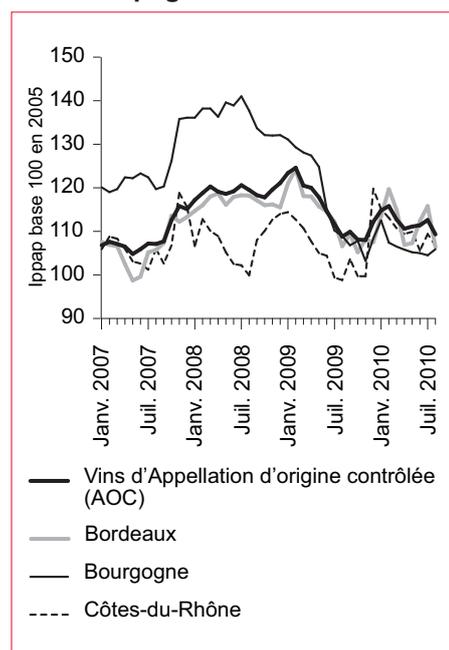


Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

## Le prix des vins d'appellation s'est stabilisé en 2009/2010...

Pour la campagne 2009/2010, les disponibilités étaient correctes : la production était largement au-dessus de la très faible récolte 2008/2009, mais malgré tout inférieure à la moyenne 2004-2008. L'Ippap des vins d'appel-

### Le prix à la production des vins d'appellation se stabilise au cours de la campagne 2009/2010



Source : Insee

lation a globalement baissé de 6,5 % par rapport à 2008/2009, toutefois il semble se stabiliser. En effet, contrairement à la fin de la campagne 2008/2009 caractérisée par une forte baisse de l'Ippap, la fin de la campagne 2009/2010 est stable. Cette stabilisation va de pair avec la légère reprise de la consommation taxée, et des volumes exportés plus favorables. Au début de la campagne 2010/2011, l'Ippap des vins d'appellation est en repli par rapport à la fin de la campagne précédente, mais quasiment stable comparé à ceux d'il y a un an. En août 2010, les prix des vins de Bordeaux sont stables par rapport à août 2009, tandis que ceux des vins de Bourgogne baissent de près de 3 %. Enfin, ceux des Côtes-du-Rhône progressent de près de 8 % par rapport à août 2009.

### ... mais il pourrait augmenter au cours de la nouvelle campagne 2010/2011

Plusieurs facteurs pourraient être favorables à une hausse des prix des vins AOP pour la campagne 2010/2011. Outre la baisse de la récolte de vins d'appellation prévue pour 2010, qui ne se répercuterait toutefois pas complètement sur les disponibilités, la demande pourrait en effet continuer d'évoluer favorablement, les exporta-

tions gardant leur dynamisme notamment vers les pays tiers. Le millésime, s'il s'avère de qualité, renforcerait cette possible augmentation.

## LÉGUMES ET FRUITS

En 2010, les aléas climatiques ont particulièrement affecté les productions de fruits et légumes. Ils ont limité et retardé les récoltes sur le territoire français, mais aussi chez les pays fournisseurs, notamment le Maroc, ce qui a eu pour conséquence un recul des importations françaises en début de campagne. En termes de valorisation, la majeure partie des productions légumières et fruitières aura été nettement mieux commercialisée qu'en moyenne au cours des campagnes 2005 à 2009, grâce à des prix dépassant notamment les prix très bas de 2009. Font exception la cerise, la pêche, l'abricot et le melon pour les fruits, et pour les légumes la carotte et le poireau dont les campagnes ont commencé en mai. Les faibles récoltes et le recul conjoncturel des importations permettent aux producteurs au moins pour cette année une meilleure valorisation de leurs

### Sur les premiers mois de la campagne, commercialisation de la carotte nettement moins favorable qu'au cours des cinq dernières campagnes

	Indice de valeur		Indice de prix		Indice de production	
	Écart en % à 2009	Écart en % à la moyenne 2005-2009	Écart en % à 2009	Écart en % à la moyenne 2005-2009	Écart en % à 2009	Écart en % à la moyenne 2005-2009
Courgette	37,9	15,9	34,2	13,9	2,8	1,8
Tomate	26,4	10,3	34,0	20,7	- 5,7	- 8,7
Concombre	22,2	17,2	19,4	18,8	2,3	- 1,3
Carotte <sup>1</sup>	8,4	- 10,9	6,6	- 2,9	1,7	- 8,3
Poireau <sup>1-2</sup>	- 3,6	- 20,1	5,1	- 6,0	8,2	- 14,9
Fraise	8,9	11,7	11,7	15,9	- 2,5	- 3,7
Pêche, nectarine, brugnion	1,2	- 6,2	10,5	6,1	- 8,4	- 11,5
Abricot	- 1,6	- 4,6	49,9	17,5	- 34,4	- 18,8

1. Indices calculés sur la période mai-septembre.

2. Écart par rapport à la moyenne des trois dernières campagnes (2007/2008 à 2009/2010).

Source : Agreste

productions qu'en 2009, année de crise au cours de laquelle un plan d'aide aux exploitants avait été déclenché sous forme d'allègement des charges financières et sociales.

### Prix 2010 des fruits et légumes élevés par rapport aux prix très bas de 2009

Alors que l'offre de légumes et fruits d'été était limitée en volume avec des petits calibres et subissait l'effet des retards de récolte, les fortes chaleurs en ont soutenu la consommation. Cela a induit un bond des prix à la production nettement au-dessus de ceux de 2009. Pour autant, les prix de 2009 avaient été exceptionnellement bas. L'année 2009 avait en effet été très difficile pour l'ensemble des produits, les seules rescapées du marasme étant la carotte et la fraise : la plupart des produits avaient été déclarés en crise. À cause de la chute particulièrement dure en 2009, la hausse des prix sur un an est particulièrement marquée en 2010 pour l'abricot (+ 50 % par rapport à 2009) et la courgette qui affiche la plus forte hausse pour les légumes d'été (+ 34 %).

La limitation de l'offre française s'est doublée d'une baisse remarquable des importations en début de campagne, notamment en provenance du Maroc et de l'Espagne qui ont également souffert de perturbations climatiques. Jusqu'en juillet, la pénurie de produits importés entraîne pour la majeure partie d'entre eux une hausse du niveau des prix à l'importation qui s'est confirmée en août malgré une reprise des entrées (*Légumes et fruits : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010, Légumes Fruits n° 2010/130, octobre 2010*).

**Légumes :  
bonne commercialisation  
des courgettes, concombres  
et tomates, contrairement  
aux melons et carottes**

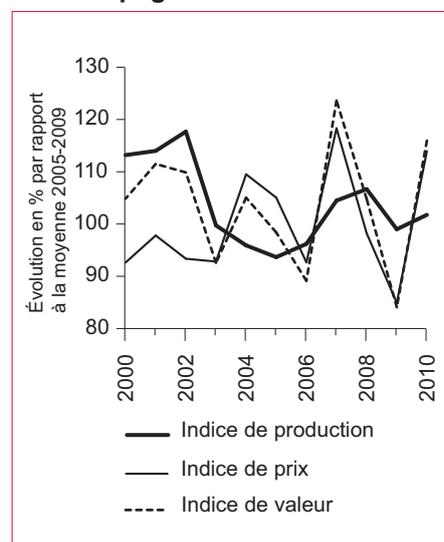
Parmi les légumes d'été, la production de **courgette** est la mieux

commercialisée, la valorisation dépassant nettement la moyenne des années précédentes (+ 38 % par rapport à 2009 et + 16 % par rapport à 2005-2009). La production est plus forte qu'en 2009 (+ 3 %) et les prix sont élevés par rapport aux prix bas de 2009 (+ 34 %), mais aussi par rapport aux prix de 2005-2009 (+ 14 %). Toutefois en 2009, sa commercialisation avait été très critique, le marché ayant été marqué par les prix très bas de la courgette espagnole sur le marché.

Sur l'ensemble de la campagne, la production 2010 de **concombre** est aussi beaucoup mieux valorisée que les années précédentes (+ 22 % par rapport à 2009 et + 17 % par rapport à 2005-2009), grâce à des prix supérieurs de 19 % par rapport aux prix moyens 2005-2009.

En 2010, la commercialisation de la **tomate en frais** est nettement plus favorable qu'en 2009 (+ 26 %), et même qu'en moyenne sur les années 2005-2009 (+ 10 %). Les prix ont compensé la perte des volumes récoltés, leur hausse sur un an atteignant plus de 60 % en juillet et août. Parmi les légumes d'été, la tomate subit la baisse de production la plus importante (- 9 %).

### Courgette : très bonne année 2010 avec une production et des prix en hausse par rapport aux campagnes 2005-2009



Source : Agreste

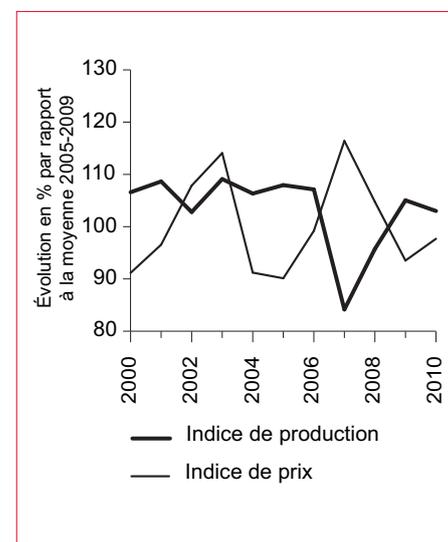
À l'inverse, le **melon** a été déclaré en crise conjoncturelle en août. Malgré les mesures prises pour épurer le marché – destruction des melons stockés et mise en place d'accord de modération des marges – les prix restent bas, inférieurs de 2,3 % aux prix moyens 2005-2009. Ils contribuent juste à la sortie de crise en septembre. La baisse de la production est beaucoup moins sensible que pour les autres légumes (- 1 % par rapport à 2009). Par ailleurs, à l'inverse de l'ensemble des produits, les importations progressent de 2 % en 2010. Pour la **carotte**, la commercialisation sur les premiers mois de la campagne 2010/2011, à partir de mai, est réalisée à un niveau nettement plus bas que celui des années 2005-2009 (- 11 %) : la production est plus faible (- 8 %), de même que les prix (- 3 %).

Concernant les légumes d'hiver, la nouvelle campagne 2010/2011 démarre sur des prix plus élevés qu'en 2009.

### Fruits d'été : faibles rendements et petits calibres en 2010 pour l'abricot et la cerise

Les rendements 2010 des fruits d'été sont, selon les espèces, au mieux équivalents à ceux de 2009 et parfois

### Melon : forte crise en août 2010 et fin de campagne difficile avec des prix plus bas que ceux de 2005-2009

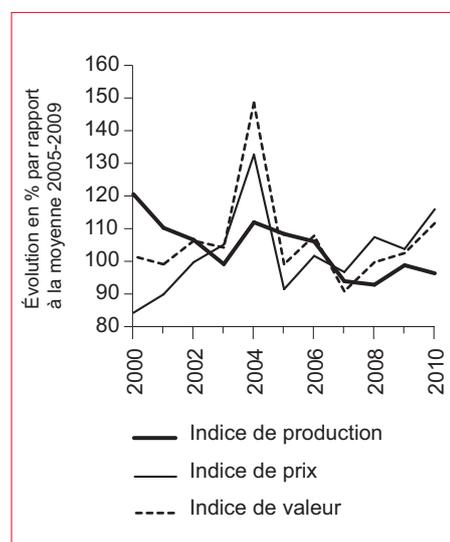


Source : Agreste

très inférieurs. Les surfaces sont toutes en recul, suivant en cela une tendance pluriannuelle. Cette tendance de long terme est liée à la fois à l'érosion de la consommation de fruits frais et à la concurrence d'autres pays producteurs. Elle s'accompagne du développement de la consommation de fruits transformés, surtout sous forme de jus, qui fait plus que compenser en équivalent fruits frais, la baisse de la consommation de fruits frais. Mais l'approvisionnement provient pour plus de 90 % des importations, creusant ainsi le déficit des échanges depuis dix ans (*Les importations de jus soutiennent la consommation de fruits, Fruits n° 2010/118, juillet 2010*).

En 2010, la **fraise** est le fruit dont la production est la mieux valorisée. Après avoir échappé au marasme en 2009, elle continue sur sa lancée. La valorisation dépasse de 12 % le niveau moyen des années 2005-2009. Les prix à la production, supérieurs de 12 % à ceux de 2009 et de 16 % aux prix moyens de 2005-2009, compensent la baisse de la production qui est en outre moins importante que pour les autres fruits (- 3 % seulement par rapport aux années 2005-2009). La fraise n'a pas subi la concurrence des autres fruits d'été. Les surfaces de fraisières en plein air sont encore réduites

### Fraise : seul fruit rescapé du marasme en 2009, elle reste sur sa lancée en 2010



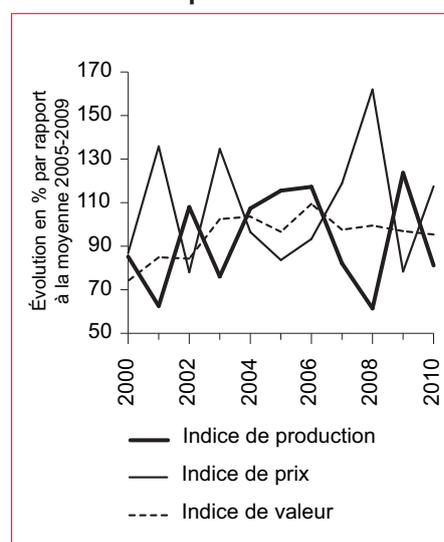
Source : Agreste

(- 11 %), compensées en partie par la hausse des surfaces « sous serre ».

En termes de valorisation, les **pêches, nectarines et brugnons** s'en tirent mieux en 2010 que l'abricot et la cerise. La campagne de commercialisation est légèrement plus favorable qu'en 2009, la valeur augmentant de 1,2 %. Mais les résultats restent inférieurs de 6 % au résultat moyen entre 2005 et 2009. La campagne s'est terminée sur des prix en baisse en septembre par rapport aux dernières années à cause d'une récolte abondante due au retard de calendrier, mais ceux-ci restent sur l'ensemble de la campagne supérieurs de 11 % à ceux de 2009 et de 6 % aux prix moyens de 2005-2009. La production totale de la campagne est inférieure de 8 % à celle de 2009 et de 12 % à une année moyenne 2005-2009. Le recul du verger s'accroît encore en 2010 (- 13 % par rapport à 2005-2009).

En termes de prix, la hausse sur un an des prix des fruits d'été est essentiellement portée par l'**abricot**. Pour autant, les prix très élevés par rapport à ceux de la catastrophique année 2009 (+ 50 %) et aussi par rapport aux prix moyens 2005-2009 (+ 18 %) ne réussissent pas à compenser la chute de production (- 34 % par rapport à

### Abricot : des prix 2010 plus élevés que ceux d'une année moyenne ne réussissent pas à compenser la chute de la production



Source : Agreste

2009 et - 19 % par rapport à la production moyenne 2005-2009). La valorisation de la production reste en effet inférieure de 2 % à 2009 et de 5 % à celle des années 2005-2009.

Les prix à la production de la **cerise** augmentent de 24 % par rapport à 2009, année où ils avaient chuté de 26 % par rapport à 2008 : ils retrouvent de fait le niveau moyen des campagnes 2005-2009. La production est inférieure de 17 % à celles des années précédentes. La surface du verger de cerisiers enregistre une nouvelle baisse de 2 % par rapport à 2009 et de 11 % par rapport aux années 2005-2009.

### Pomme et poire : prix à la production de début de campagne plus élevés qu'en 2005-2009

Les campagnes 2010/2011 démarraient sur des réserves en pomme inférieures aux stocks de septembre 2009 (- 18 %), contrairement à celles de poire, dépassant celles de 2009, de + 7 % (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 1/10, octobre 2010*).

Pour la **pomme**, la campagne commence en août sur des prix nettement supérieurs à ceux des campagnes précédentes (+ 45 % par rapport à la campagne 2009/2010 et + 27 % par rapport aux campagnes 2005-2009). Comme pour les fruits d'été, le marché de la pomme s'était fortement dégradé en 2009, y compris celui de la transformation. La production de pommes serait inférieure de 3 % à celle de 2009 et de 4 % à la production moyenne 2005-2009. Le verger de pommiers continue de reculer, ayant perdu le quart de ses surfaces depuis 2000.

Pour la **poire**, la production marquée par des fruits de petit calibre baisserait beaucoup plus nettement (- 14 % par rapport à 2009/2010 et - 18 % par rapport à 2005-2009). Cette baisse s'inscrit dans le déclin, depuis vingt ans, du verger de poiriers français, lié à l'érosion des surfaces et à la désaffection d'une culture demandant une grande technicité (*Bonne tenue des cours des poires d'été dans le contexte de déclin du verger français*,

*Fruits n° 2010/124, septembre 2010*). En début de campagne, la hausse des prix par rapport aux années précédentes est moins soutenue que pour la pomme (+ 17 % en septembre 2009). En septembre, alors que les entrées de poires d'automne débutent, les disponibilités de poires d'été de Provence diminuent, contribuant à maintenir l'équilibre du marché.

Selon Prognosfruit, les productions européennes de pomme et poire figureraient parmi les plus petites récoltes des dix dernières années.

## PRODUCTIONS ANIMALES

L'offre de bovins dépasse celle de 2009, alimentée par des retards de sorties liés à l'épidémie de fièvre catarrhale ovine (FCO), et par une anticipation de sorties en été, en réponse à la sécheresse et au manque de fourrages. Les abattages d'agneaux se stabilisent, après des années de recul. La production porcine est en légère baisse. Celle de volaille se développe, tirée par la production de poulet.

Les cours des bovins et ovins sont stables. Les prix des volailles et du porc sont orientés à la baisse. L'excès d'offre a fait chuter le prix des œufs.

Le coût de l'alimentation des animaux reste stable durant le premier semestre, puis commence à subir les conséquences de la flambée des cours des matières premières. Dans un contexte de difficile valorisation de la production animale, cette hausse du coût de l'alimentation entraîne un ciseau de prix défavorable.

### Renforcement des abattages de bovins

En cumul de janvier à août, la production de gros bovins s'élève en 2010 de

3 % en un an. Elle se situe également 3 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Les abattages de taurillons, génisses et bœufs sont abondants en 2010. Des sorties des élevages sont anticipées en raison de la sécheresse qui a atteint les régions du Nord-Ouest et qui a entraîné un manque de fourrages. De plus, l'offre d'animaux finis est accrue par l'arrivée sur le marché d'animaux retenus sur les exploitations à cause des difficultés de commercialisation des broutards depuis 2007, liées à l'épidémie de fièvre catarrhale ovine. En cumul sur neuf mois, les abattages de gros bovins mâles augmentent de 4 % ainsi que ceux de génisses. Par contre, les abattages de vaches n'augmentent que de 1 %. Les réformes de vaches laitières ont en effet ralenti en 2010, après une année 2009 où elles avaient été fortes en raison de la crise laitière.

Les exportations de broutards vers l'Italie, en cumul sur les huit premiers mois, se sont maintenues au même niveau qu'en 2009. Ces exportations n'ont pas retrouvé l'ampleur qu'elles avaient avant les difficultés rencontrées durant la crise sanitaire de la fièvre catarrhale ovine. Elles sont freinées en 2010 par le manque de dynamisme de l'activité d'engraissement en Italie.

Les exportations de viande bovine progressent de 2 %. Elles se développent en direction de l'Allemagne mais ralentissent vers la Grèce et l'Italie. Les importations augmentent peu (+ 1 %). Elles s'accroissent en provenance de l'Irlande et de l'Italie mais ralentissent en provenance de l'Allemagne et des Pays-Bas. Le solde commercial cumulé sur les huit mois est déficitaire, et se maintient à - 90 000 téc.

La consommation de viande bovine, calculée par bilan et cumulée sur huit mois, progresse de 3 % par rapport à 2009, et de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (*En 2010, la consommation de viande se porte mieux, Consommation n° 2010/133, octobre 2010*).

Le cours des gros bovins est stable en 2010, très proche de celui de 2009. En moyenne de janvier à septembre, il est inférieur de 3 % au cours moyen des cinq dernières années. Celui des vaches O est en légère hausse sur un an (+ 2 %), mais reste inférieur de 5 % au cours moyen des cinq dernières années. Le cours du broutard mâle charolais a lui aussi peu fluctué en 2010. En moyenne sur huit mois, il est supérieur de 5 % à celui de 2009, mais il était très bas durant le premier semestre 2009.

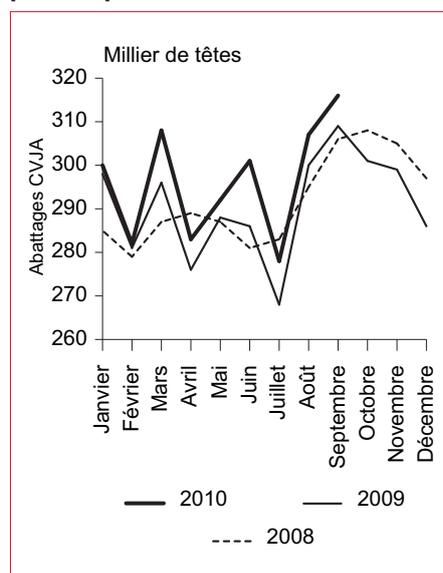
La production de veaux de boucherie est quasiment stable en 2010, en cumul de janvier à août. Cette stabilité fait suite à quatre années de baisse. Une bonne maîtrise des mises en place et des sorties a permis l'adaptation de l'offre à la demande. La cotation du veau de boucherie est elle aussi assez stable durant l'année. En moyenne de janvier à septembre, elle est supérieure de 3 % à celle de 2009, et de 2 % à la cotation moyenne des cinq dernières années.

### Stabilité de la production de veaux de boucherie

Le cours du veau de huit jours est lui aussi un peu au-dessus de celui de 2009 (+ 1 % en moyenne de janvier à septembre). Il demeure cependant à un niveau plus bas de 24 % que la moyenne des cinq dernières années.

La consommation de viande de veau est stable en moyenne sur huit mois,

**Abattages de gros bovins plus importants en 2010**



Source : Agreste

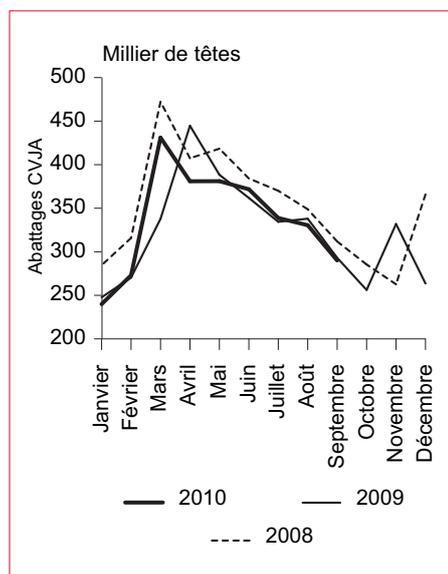
alors qu'elle baissait durant les quatre dernières années.

### Arrêt de la chute de la production ovine

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, la production ovine est stable par rapport à 2009, année marquée par une production très basse au premier trimestre. Elle était en fort déclin durant les quatre années précédentes. Les abattages d'agneaux, cumulés de janvier à septembre, progressent de 1 % par rapport à 2009. Ce sursaut des abattages d'agneaux résulte de l'amélioration de la fertilité des brebis, dégradée en 2009. Les abattages d'ovins de réforme baissent de 3 % en neuf mois. La décapitalisation paraît se ralentir.

Le commerce extérieur d'animaux vivants est dynamique. En cumul sur huit mois, les importations sont en hausse de 10 % et les exportations de 6 %. Les importations se renforcent en provenance de l'Espagne et des Pays-Bas. Les exportations augmentent aussi vers l'Espagne, mais ralentissent à destination de l'Italie. À l'inverse, les importations de viandes sont en recul de

### Les abattages d'agneaux cessent de décliner



Source : Agreste

12 %. Elles se rétractent pour nos trois principaux fournisseurs, l'Irlande, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande.

Avec une stabilisation de la production et une baisse marquée des importations de viandes, la consommation de viande ovine, calculée par bilan et cumulée de janvier à août, chute de 7 %.

Avec une moindre pression des importations, le cours de l'agneau français est ferme, comme l'an dernier. En moyenne sur neuf mois, il baisse de 1 % mais dépasse de 4 % le cours moyen des cinq dernières années.

### La production porcine baisse un peu, et les cours sont bas

La production porcine baisse légèrement, en cumul sur huit mois (-0,6 %).

Le tonnage de porcs charcutiers abattus est stable sur neuf mois, et égal à la moyenne des cinq dernières années. D'importance très réduite, celui des porcelets abattus s'élève de 11 % et se situe 18 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Les importations d'animaux vivants, cumulées sur huit mois, s'accroissent de 7 %. Elles ralentissent en provenance de l'Espagne, mais se gonflent en provenance des Pays-Bas et de la Belgique et Luxembourg. Les exportations diminuent de 5 %. Elles se développent vers l'Allemagne, mais se rétractent vers l'Italie, la Belgique et le Luxembourg.

Sur les huit premiers mois, le commerce extérieur de viande porcine se développe de 2 %, en importations comme en exportations. Les importations en provenance de l'Espagne se renforcent. La baisse des exportations vers l'Union européenne est plus que compensée par l'augmentation des exportations vers les pays tiers, surtout la Russie mais aussi le Japon et la Chine, favorisées par la faiblesse de l'euro. Le solde commercial sur les huit mois est stable par rapport à 2009 (+ 43 000 téc).

Dans un contexte européen à la baisse, le cours du porc charcutier

demeure de janvier à août en dessous de son niveau de l'an dernier. En moyenne sur les neuf premiers mois, il s'établit à 1,31 € le kilo carcasse, en baisse de 4 centimes par rapport à 2009. Il se situe plus bas de 4 % que la moyenne des cinq dernières années.

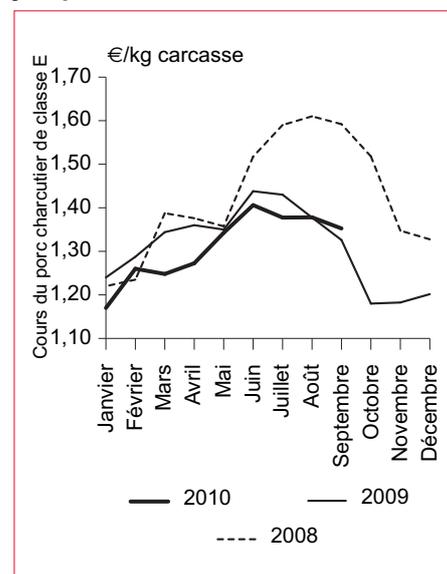
La consommation de viande de porc calculée par bilan et cumulée de janvier à août est stable en 2010, aussi bien par rapport à l'année précédente que par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

### Dynamisme de la production de poulet

La production de volaille du premier semestre progresse de 2 % en 2010 par rapport à 2009. Elle est entraînée par la production de poulet (+ 6 %), alors que la production de dindes, de canards et de pintades continue à diminuer.

Le développement des exportations de viandes et préparations de poulets (+ 5 % en cumul sur huit mois, essentiellement vers le Moyen-Orient) compense celui des importations (+ 6 %). C'est donc principalement l'essor de la production qui permet à la

### Cours du porc charcutier inférieur jusqu'en août à celui de 2009



Source : FranceAgriMer

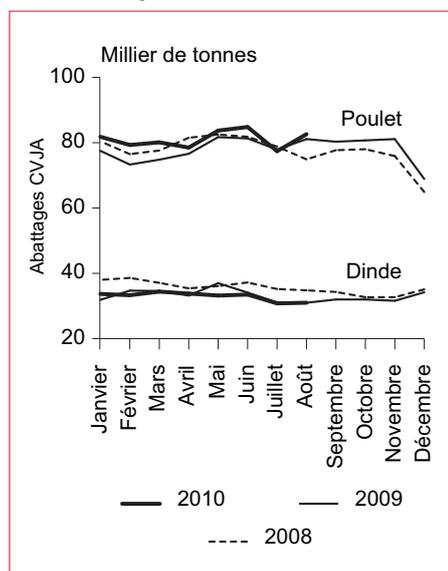
consommation de poulet d'atteindre 6 % de hausse au premier semestre.

La chute de la production de dinde durant le premier semestre (- 5 %) suit la tendance déjà observée les années précédentes. Le solde du commerce extérieur de viandes et de préparations de dindes se dégrade, passant sur les huit premiers mois de 54 000 t en 2009 à 43 000 t. La consommation de dindes calculée par bilan s'élève de 5 % au premier semestre.

Le cours moyen à la production des poulets s'établit à 0,90 €/kg vif en moyenne de janvier à août, et reste en dessous des cours enregistrés sur la même période de 2009. Il est en baisse de 3 %. Le cours de la dinde reste proche de 1 € le kilo de janvier à août. Il se situe en moyenne 6 % en dessous du cours de 2009.

Les mises en place de poulets de chair de mars à juillet sont en baisse de 3 % par rapport à 2009, rendant plausible un ralentissement de la production durant le deuxième semestre 2010. Par contre, les mises en place de dindes, faibles au premier semestre, remontent en juillet, ce qui devrait contribuer à la stabilisation des abattements de dinde en fin d'année.

### Abattages en hausse pour le poulet, en baisse pour la dinde



Source : Agreste

### Production d'œufs trop abondante

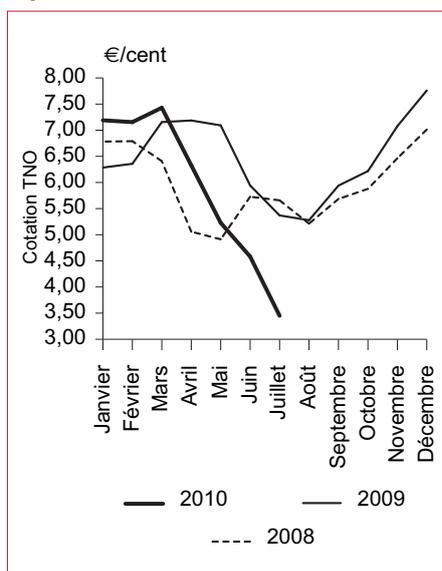
Rompant avec la tendance négative des dernières années, la production d'œufs s'est élevée de 5 % au premier semestre 2010. Elle est quasiment remontée à son niveau moyen des cinq dernières années.

Les mises en place de poulettes de race ponte, en cumul sur les sept premiers mois, s'accroissent de 2 %. Selon les prévisions basées sur les mises en place de poulettes, la production d'œufs devrait se maintenir à un bon niveau dans la deuxième partie de l'année.

La cotation TNO des œufs est ferme durant le premier trimestre, puis s'effondre d'avril à juillet. Elle passe de 7,43 € les cent en mars à 3,45 € en juillet. C'est la conséquence d'un excédent de l'offre. Les producteurs ont réagi au déséquilibre du marché en anticipant les réformes des poules pondeuses. Le marché pourrait se rééquilibrer durant le deuxième semestre, avec la reprise saisonnière de la demande.

Le solde du commerce extérieur d'ovoproduits alimentaires diminue en valeur, passant sur huit mois de + 28

### Le cours des œufs s'effondre à partir d'avril 2010



Source : Les Marchés

à + 21 millions d'euros en 2010. Ce déficit résulte de l'accroissement de la valeur des importations (+ 23 %), alors que celle des exportations est stable. Les exportations d'œufs en coquille augmentent cependant de 31 % en valeur sur huit mois, en particulier vers l'Allemagne et les Pays-Bas.

### Reprise progressive de la collecte laitière

Sur les sept premiers mois de l'année 2010, les litrages de lait de vache collectés en France sont stables par rapport à ceux de 2009. Marquée par un début d'année morose, la collecte laitière reprend des couleurs à partir de mai 2010 (*Lait de vache : la collecte poursuit sa reprise par rapport à une année 2009 particulièrement faible, Lait n° 09/11, octobre 2010*). Selon les premières estimations de FranceAgriMer, la reprise s'accélère en août et septembre (respectivement + 5 et + 11 % par rapport à 2009). En cumul d'avril à juillet 2010, la collecte de lait corrigée de la matière grasse progresse ainsi de 1,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Malgré cette progression, le déficit par rapport au quota national dépasserait à ce stade 660 milliers de tonnes : le quota a en effet été réévalué de + 2 % pour la campagne 2010/2011.

Conséquence de la persistance des incertitudes sur le prix du lait depuis octobre 2008, la production d'aliments pour vaches laitières s'est rétractée. Par ailleurs, les éleveurs ont diminué le troupeau laitier : entre mai 2009 et mai 2010, le cheptel de vaches laitières chute de 74 000 têtes. En revanche, le nombre de génisses laitières de plus de un an destinées au renouvellement du troupeau progresse, traduisant la reprise progressive de la collecte (*Baisse des cheptels bovins et porcins, Bovins-Porcins - Enquête cheptel de mai 2010 - Résultats français, septembre 2010*).

Le prix standard du lait de vache à la production augmente de 1,4 % sur les six premiers mois de 2010 par rapport à la même période de 2009, où il était faible. Avec l'accord interprofessionnel conclu en août prévoyant des hausses de 10 % par rapport à 2009, les prix

progressent plus nettement en juillet et août 2010. Cette augmentation résulte de la reprise du prix à la production des produits laitiers industriels – beurre et poudres de lait –, après leur chute de 2009 (*Reprise du prix du lait de vache en 2010, Lait n° 2010/131, octobre 2010*). Au deuxième trimestre 2010, le prix des produits de grande consommation, moins affecté par la chute de 2009, a plutôt tendance à se rétracter (– 3 % pour les fromages et – 1 % pour les yaourts et desserts lactés frais, selon les prix à la production de l'Insee).

Sur le plan industriel, les fabrications de produits laitiers industriels diminuent sur les sept premiers mois de l'année 2010 par rapport à 2009, où de fortes quantités de poudre de lait écrémé et de beurre ont été fabriquées pour l'intervention publique. Malgré la reprise des exportations de poudres de lait, les fabrications se rétractent de 6 %. La fabrication de beurre, quant à elle, baisse de 5 %. Au contraire, celle de produits laitiers de grande consommation, à plus forte valeur ajoutée, augmente. La fabrication de yaourts et desserts lactés s'accroît de 1,4 % et celle de l'ensemble des fromages de 3,3 %. La hausse est particulièrement marquée pour les fromages à pâte pressée cuite.

Après une chute de 16 % en 2009, l'excédent commercial des produits laitiers s'apprécie de 10 % et atteint 1 800 millions d'euros (M€) en cumul depuis le début d'année 2010. Les exportations progressent en effet de 380 M€ (+ 12 %), et les importations de 210 M€ (+ 13 %). Cette amélioration de l'excédent commercial est essentiellement due à la reprise des exportations en volume (*Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial est essentiellement due aux boissons, Industries agroalimentaires n° 2010/125, septembre 2010*).

Le lait en poudre écrémé contribue fortement à la reprise de l'excédent commercial des produits laitiers : cumulées sur les huit premiers mois de l'année 2010, les exportations en volume de lait en poudre écrémé se sont accrues de 76 % par rapport à la même période de l'année 2009, où une forte quantité a été mise à l'intervention publique. Les exportations en volume de fromages augmentent de + 7 %, ce qui correspond à une quantité plus importante en équivalent lait. Au contraire, sur les huit premiers mois de l'année 2010, le déficit commercial du beurre et de la crème de lait se creuse.

## Hausse marquée du prix de l'énergie

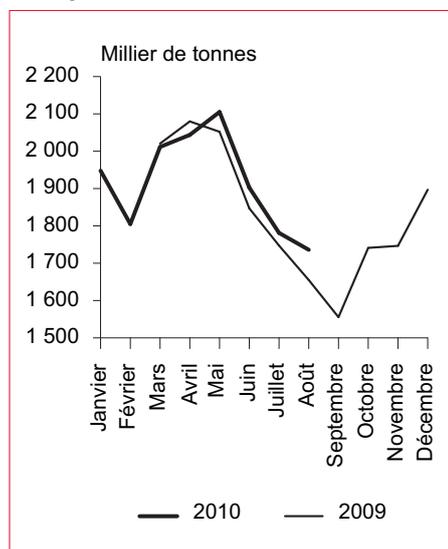
Selon l'Ipampa, le prix du poste « énergie et lubrifiants » augmente de 26 % sur les huit premiers mois de l'année 2010. La hausse des prix a été plus soutenue pour le fioul domestique, moins taxé, que pour l'essence et le gazole.

En hausse sur les huit premiers mois de 2009, le prix du pétrole brut « Brent » poursuit son augmentation par rapport à la même période de 2009 (+ 38 %). Son prix exprimé en euro augmente plus fortement (+ 43 %), conséquence d'une appréciation du dollar par rapport à l'euro. Sa hausse amorcée en janvier 2009 marque cependant une pause : le prix du baril atteint 77 euros en août 2010 contre 76 euros en janvier.

En moyenne sur les huit premiers mois de 2010, le prix du fioul domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, augmente de 25 % par rapport à la même période de 2009. Toutefois, un remboursement de la TIPP pour les achats de fioul domestique pour les agriculteurs a été mis en place depuis juillet 2004. Il est effectif

## INTRANTS

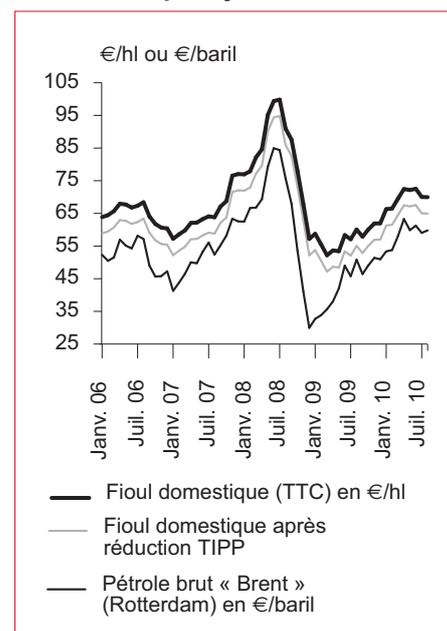
### La collecte de lait de vache se reprend au cours de l'année 2010



Source : Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP

Le prix d'achat des biens et services de consommation courante, mesuré par l'Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa), a baissé en moyenne de 3,3 % sur les huit premiers mois de l'année 2010 par rapport à la même période de 2009. Cette diminution modérée résulte de deux mouvements opposés : la forte baisse des prix des engrais et amendements est en effet amortie par la hausse marquée des prix des énergies et lubrifiants. L'Ipampa ne prend cependant pas en compte un éventuel remboursement de cinq centimes par litre de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en 2010. Les agriculteurs ont profité de la baisse des prix des engrais pour reprendre leurs achats de phosphates et potasse.

### Le prix du pétrole marque une pause dans la progression amorcée depuis janvier 2009



Sources : Insee/Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

pour 2009 (5 euros par hectolitre), mais pas pour 2010. L'Ipampa du fioul domestique qui n'intègre ce remboursement que pour 2009 présente une hausse de 40 % sur les huit premiers mois de 2010.

Pour les produits pétroliers autres que le fioul domestique, la hausse des prix est moins marquée : les prix de l'essence et du gazole se sont accrus de 14 % et 15 % sur les huit premiers mois de 2010.

### Diminution des dépenses en engrais

Grâce à la baisse sensible des prix, les dépenses consacrées aux engrais au cours de la campagne 2009/2010 ont diminué de 29 % par rapport à la campagne 2008/2009. En effet, après deux campagnes de hausse soutenue, le prix des engrais simples azotés diminue fortement au cours de la campagne 2009/2010 (- 37 %). Dans le même temps, les cours des engrais potassiques et phosphatés se rétractent (respectivement - 16 % et - 40 %), mais demeurent élevés. Ainsi, si les agriculteurs avaient acheté les mêmes quantités d'engrais qu'au cours de la campagne 2008/2009, ils auraient dépensé 36 % en moins.

Après avoir été pénalisées par la baisse des prix des produits agricoles en 2009, les livraisons d'engrais à l'agriculture (en quantité d'éléments fertilisants) marquent un début de reprise plus marqué en fin de campagne 2009/2010. Les livraisons d'engrais simples phosphatés ont plus que doublé par rapport à la campagne précédente (+ 142 %) et celles d'engrais simples potassiques et d'engrais composés ont augmenté de respectivement 25 % et 22 %. Cela a permis une certaine restauration des quantités utilisées de phosphore et potasse, qui avaient subi de fortes restrictions les années précédentes. En revanche, les livraisons d'engrais azotés, dont la chute a été moins prononcée en 2008/2009, ont légèrement diminué au cours de la campagne 2009/2010 (- 3 %).

### Le prix des produits de protection des cultures se stabilise

En hausse de 4 % sur la campagne 2008/2009, le prix des produits de protection des cultures se stabilise sur la campagne 2009/2010, soit entre octobre 2009 et septembre 2010 pour la récolte 2010. Les prix se rétractent légèrement pour les herbicides (- 0,6 %) et sont stables pour les fongicides et les insecticides et acaricides.

Le chiffre d'affaires des produits phytosanitaires diminue de 16 % sur les trois premiers trimestres de la campagne 2009/2010, malgré la baisse de 54 000 hectares de jachères. Les chiffres d'affaires des fongicides et des herbicides reculent ainsi de respectivement 18 % et 16 % sur les trois premiers trimestres de la campagne 2009/2010. Seul le chiffre d'affaires des insecticides augmente.

### La production d'aliments des animaux ralentit

La production d'aliments composés se rétracte en 2010, moins fortement toutefois qu'en 2009. La dépression du marché du lait a entraîné un retour à la normale de la production pour vaches laitières. La production d'aliments pour porcins continue de s'affaiblir, malgré la stabilité de la production porcine, sûrement en lien avec le développement de la fabrication d'aliments à la ferme. Seule la production pour volaille progresse, grâce au dynamisme de la production de poulets et d'œufs.

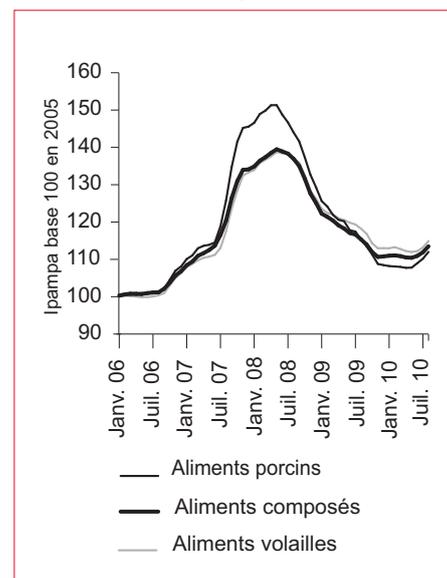
D'abord stables sur le premier semestre, les prix d'achat de l'alimentation animale subissent ensuite les effets de la flambée des prix des matières premières, atténués grâce au rôle de lissage et d'amortissement de la fabrication d'aliments composés. Dans un contexte de prix à la production stables ou en baisse, ces hausses des prix d'achat entraînent un ciseau de prix défavorable.

La production d'aliments composés continue de ralentir en 2010. En cumul sur les sept premiers mois, elle diminue de 1 % par rapport à 2009, et se situe en dessous de la moyenne des cinq dernières années (- 3 %). Elle s'était déjà fortement rétractée en 2009 (- 7 %) par rapport à 2008, année où elle était soutenue par la forte demande pour les vaches laitières.

Avec la dépression du marché du lait, la demande d'aliments composés pour les vaches laitières s'est rétractée en 2009, puis dans le premier semestre 2010. En cumul sur sept mois, la production d'aliments pour vaches laitières diminue en 2010 de 1 % en un an, mais de 12 % en deux ans. Malgré ce retour à la normale, la production pour vaches laitières reste supérieure de 6 % à la moyenne des cinq dernières années. Elle semble redémarrer en juillet, à cause de la sécheresse dans les régions du Nord-Ouest et de l'augmentation de la collecte.

La production d'aliments pour porcins continue de s'affaiblir en 2010. En cumul sur sept mois, elle perd 4 % en un an et 10 % en deux ans. Les difficultés de la filière se traduisent par une

### En août 2010, la hausse des prix des aliments composés s'accélère



Sources : Insee, Agreste

baisse des achats d'aliments composés, sûrement compensée par un renforcement de la fabrication d'aliments à la ferme, par achat ou autoconsommation de matières premières.

La production d'aliments pour volailles progresse de 2 % sur les sept premiers mois. Elle est au même niveau que la moyenne des cinq dernières années. Elle est tirée par la production d'aliments pour les poulets (+ 2 %) et pour les poules pondeuses (+ 5 %). La production poursuit sa chute pour les dindes (- 3 %), mais se maintient pour les palmipèdes (+ 1 %) après avoir fortement diminué en 2009.

Durant le premier semestre, les prix d'achat des aliments composés sont très stables. Au deuxième semestre, la flambée des prix des matières premières de l'été 2010 se répercute sur les prix de l'alimentation animale. L'indice Ipaas, qui reflète l'évolution de prix d'un panier de matières premières servant à l'alimentation animale, s'élève en septembre à un niveau comparable à celui atteint durant la flambée des prix de 2007/2008. Les prix d'achat des aliments composés répercutent avec un certain retard et en les amortissant fortement les variations de prix des matières premières. Mesurés par

l'Ipaas, ils augmentent de 2,8 % en trois mois (août par rapport à mai). En moyenne de janvier à août, les prix sont cependant inférieurs de 2 % par rapport à 2009.

Les prix d'achat vont continuer à s'élever durant le dernier trimestre. Dans un contexte de prix à la production stables (bovins, ovins) ou en baisse (porcins, volailles), ces hausses entraînent un ciseau de prix défavorable (*En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale, Moyens de production n° 2010/132, octobre 2010*).■

[Retour GRANDES CULTURES](#)

## Production 2010 des grandes cultures et prairies : des soles stables et des rendements à la baisse

***En 2010, la régression de la sole des jachères se poursuit, mais faiblement. Les principales augmentations de surfaces concernent le blé et les protéagineux, essentiellement au détriment de l'orge et du maïs grain. Les rendements de la quasi-totalité des grandes cultures sont en baisse par rapport à 2009, notamment en raison de la sécheresse de printemps. Toutefois, pour la plupart de ces cultures, les rendements 2010 restent encore légèrement au-dessus des rendements moyens des dix dernières années. Parmi les cultures les plus affectées par la baisse des rendements, le maïs fourrage enregistre les pertes les plus importantes. La production fourragère des prairies est également très déficitaire dans le nord-ouest de la France. C'est pourquoi les éleveurs ont eu recours à des achats extérieurs de fourrages.***

En 2010, la diminution des jachères s'est poursuivie, mais n'a libéré que 54 milliers d'hectares, soit 8 % des surfaces de jachères disponibles. Deux facteurs pourraient expliquer cette inertie relative. D'une part, le niveau des cours des principales grandes cultures est resté peu attractif depuis début 2009. D'autre part, les producteurs ont pu être modérément intéressés à la remise en culture de terres restées en jachère depuis plusieurs années, qu'elles soient d'un faible potentiel agronomique ou souffrent de contraintes physiques, telles la taille très réduite de la parcelle, les problèmes d'accès ou les fortes pentes.

### **Moins d'orge et de maïs, mais plus de blé et de pois**

Après avoir perdu 350 milliers d'hectares en 2009 en raison de difficultés de semis, la sole de blé augmente de 280 milliers d'hectares en 2010 (+ 5 %), dont 185 milliers d'hectares pour le blé tendre, se rapprochant ainsi de son niveau de 2008. Toutes les régions, excepté l'Île-de-France, sont concernées par cette remontée des surfaces. La reprise s'est faite principalement aux dépens de l'orge et du maïs grain qui perdent respectivement 290 milliers d'hectares (- 16 %) et 160 milliers d'hectares (- 9 %). Pour l'orge,

l'ensemble des régions est touché par la baisse des surfaces. Pour le maïs grain, la diminution de la sole, intervenant dans toutes les régions, s'est faite essentiellement au détriment du maïs non irrigué (- 11 %). La sole de maïs irrigué ne perd que 4 % en un an. Cette baisse concerne la grande majorité des régions productrices, sauf l'Aquitaine, première région productrice de maïs grain irrigué qui maintient le niveau de ses surfaces. Le maïs irrigué représente désormais 42 % de l'ensemble des ensemencements de maïs grain. Par rapport à 2009, sa part augmente de deux points. Les surfaces libérées, qui totalisent 580 milliers

d'hectares, ont également profité aux protéagineux qui gagnent plus de 190 milliers d'hectares. La revalorisation de l'aide pour les cultures de protéagineux a permis de doubler leurs surfaces.

### La sécheresse de printemps affecte les rendements

L'année 2010 a été marquée par une sécheresse printanière affectant les céréales et le colza. Elle a sévi dans la moitié nord du pays, ainsi que dans le Sud-Ouest et le Languedoc-Roussillon, avec pour conséquence une baisse relative des rendements des cultures d'hiver. De plus, le déficit important des précipitations de l'été 2010 dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest y a entraîné une baisse des rendements des cultures de printemps.

En matière de rendement, 2010 restera une année moyenne pour les grandes cultures. Par rapport aux ren-

dements quelquefois records de 2009, très bonne année pour la plupart d'entre elles, ceux de la quasi-totalité des grandes cultures sont en retrait en 2010, tout en restant souvent au-dessus des moyennes décennales. Le blé tendre et l'orge perdent chacun quatre quintaux par hectare (q/ha) par rapport à 2009, mais restent encore un q/ha au-dessus de la moyenne des dix dernières années. Concernant le maïs grain, la météo qui n'a pas été favorable aussi bien au moment de la levée que du remplissage des grains, a eu un effet négatif sur les rendements (- 3 q/ha). Ainsi, dans presque toutes les régions, les rendements de maïs grain sont en baisse aussi bien par rapport à 2009, que par rapport à la moyenne décennale. En outre, la sécheresse de printemps a conduit à des transferts de maïs grain en maïs ensilage, en raison de rendements peu élevés du maïs grain, et pour compenser le déficit fourrager. Seule, la région Midi-Pyrénées tire son épingle du jeu,

avec une hausse des rendements tant par rapport à 2009, qui n'avait pas été une bonne année pour cette région, que par rapport à la moyenne des dix dernières années. Pour le maïs fourrage, la perte de rendement a été plus importante en 2010 (- 13 q/ha par rapport à 2009 et - 9 q/ha par rapport à la moyenne des dix dernières années). Pour les deux premières régions productrices, la Bretagne et les Pays de la Loire, représentant 40 % de la production nationale de maïs fourrage, les rendements diminuent, de respectivement - 10 % et - 22 q/ha par rapport à 2009. Ainsi, pour la zone ouest, grosse zone d'élevage de bovins, le faible niveau de rendement du maïs fourrage, conjugué à la stagnation des surfaces, pourrait engendrer un manque de disponibilité de fourrage pour l'alimentation animale.

### Déficit de production des prairies dans le Nord-Ouest

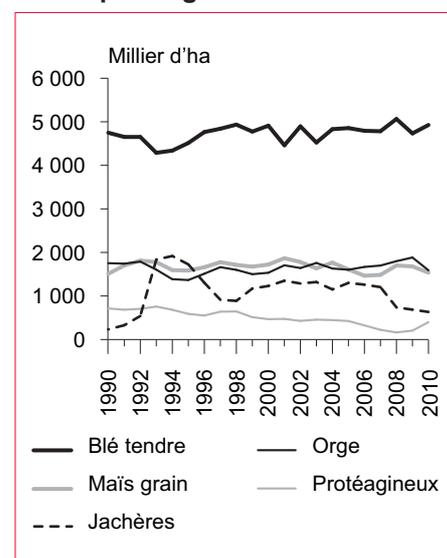
La production des prairies a été très affectée par la sécheresse du printemps et de l'été dans les régions de la façade atlantique et de façon plus

### Le blé et les protéagineux sont les principaux bénéficiaires des libérations de surfaces

Grandes Cultures et Jachères	Évolution 2010/2009 en milliers d'hectares	
	Diminution	Augmentation
<b>Céréales</b>		
Blé tendre		193
Blé dur		84
Avoine	- 18	
Orge	- 294	
Seigle		4
Triticale		24
Maïs (grain et semences)	- 158	
Sorgho	- 5	
Autres céréales	- 2	
Riz	- 1	
<b>Oléagineux</b>		
Colza	- 21	
Tournesol	- 27	
Soja		7
<b>Protéagineux</b>		
Féveroles		60
Pois protéagineux		130
Lupin doux		3
<b>Betteraves industrielles</b>		7
<b>Pommes de terre</b>	- 5	
<b>Maïs fourrage</b>		8
<b>Jachères</b>	- 54	
<b>Total</b>	<b>- 584</b>	<b>522</b>

Source : Agreste

### La baisse de la sole d'orge et de maïs grain profite au blé tendre et aux protéagineux



Source : Agreste

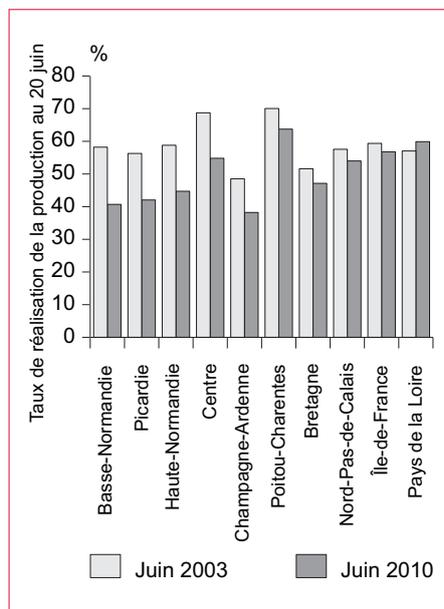
marquée dans le nord-ouest de la France. Entre le 20 mars et le 20 juin, la pousse des prairies permanentes mesurée par le modèle Isop – Informations et suivi objectif des prairies – est pour un grand nombre de départements très inférieure à la normale. Cette situation est particulièrement inhabituelle dans le nord-ouest de la France où la pousse d'herbe est importante au printemps. Cette dernière doit couvrir à la fois les besoins des troupeaux et permettre la réalisation des stocks par ensilage ou pour les premiers foin. La situation ne s'est pas améliorée pendant l'été où les pluies ont été insuffisantes pour une production normale des prairies permanentes et temporaires. Ainsi, au 20 septembre, le déficit de production de fourrages est très marqué dans le Nord-Ouest et quelques départements du Sud-Ouest. L'estimation de la production par Isop fait apparaître des pertes importantes, souvent supérieures à 30 % pour les régions les plus touchées par la sécheresse du printemps et de l'été.

Les éleveurs ont eu recours aux stocks très tôt en saison, dès juillet pour les départements du Nord-Ouest et un

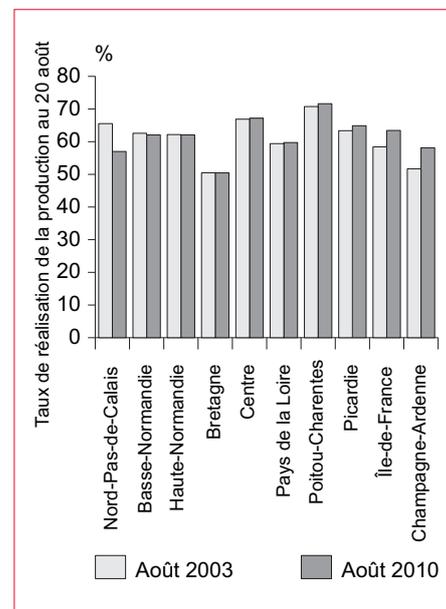
peu plus tard pour les départements de Poitou-Charentes, d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées. En août et septembre, le recours aux achats de fourra-

ges a souvent été nécessaire. Enfin, localement, des ventes anticipées d'animaux ont pu jouer le rôle de variable d'ajustement.

**En 2010 comme en 2003, production de fourrage des prairies permanentes très déficitaire au printemps...**



**... et au cours de l'été**



Le taux de réalisation correspond à la production cumulée à la date indiquée rapportée à la production de référence annuelle au 20 octobre.

Source : Isop

## Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de la conjoncture prairies sont les données Isop 2010.  
Le système Isop - Informations et suivi objectif des prairies - fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives au niveau de la région fourragère.  
Ces estimations sont faites à partir du modèle de simulation STICS-Prairies développé par l'Inra, et mis en œuvre en collaboration étroite avec Météo-France et le SSP. Il est alimenté par les données climatiques journalières de Météo-France, les données de sols fournies par l'Inra et les données de l'enquête Prairies réalisée en 1998 par le Scees (aujourd'hui SSP).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk)

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La récolte des céréales serait en diminution, conséquence principale d'une baisse des rendements », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2010
- « Les prairies vues par Isop en septembre 2010 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages - Prairies n° 6/7, septembre 2010
- « La récolte des céréales serait en diminution, mais elle resterait à un bon niveau », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2010
- « Des rendements à la baisse qui pénalisent les récoltes de céréales et de colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2010
- « Les prairies vues par Isop en août 2010 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages - Prairies n° 5/7, août 2010
- « La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2010/117, juillet 2010

## Retour GRANDES CULTURES

### Exportations records pour les États-Unis et la France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre

**L'**équilibre du bilan en blé reste correct pour la campagne 2010/2011 : même si la production est en baisse notable par rapport à la campagne précédente, il s'agit néanmoins du troisième résultat jamais atteint. Les stocks de report sont aussi en repli mais ils demeurent élevés. Toutefois, les cours du blé flambent. Le retrait du marché de certains des plus importants exportateurs, la Russie et les pays de la mer Noire, a affolé les prix du blé en août. L'absence de ces exportateurs majeurs a nécessité une réorganisation des flux, qui s'est déroulée avec une certaine inertie, accentuant la progression des cours. Les États-Unis, premier exportateur mondial et détenteur de stocks importants, apparaissent alors comme le fournisseur incontournable des clients habituels de la Russie, principalement l'Égypte. Mais les exportations depuis l'Union européenne sont dynamiques. La France, en particulier, augmenterait de 17 % ses exportations de blé tendre vers les pays tiers pour la campagne 2010/2011.

Le marché du blé repose à la fois sur les exportateurs traditionnels confrontés à des freins structurels, États-Unis et Union européenne, et sur de nouveaux pays producteurs, la Russie et les pays de la mer Noire, qui ont permis l'ajustement de la production à la hausse structurelle de la demande au cours des dernières années. Pour la campagne 2010/2011, l'offre de ces derniers se repliant nettement, les exportations des États-Unis et de l'Union européenne augmentent mécaniquement. L'inertie qu'accuse la réorganisa-

tion du marché provoque des tensions et une forte progression des prix.

#### **Des problèmes structurels pour les exportateurs traditionnels**

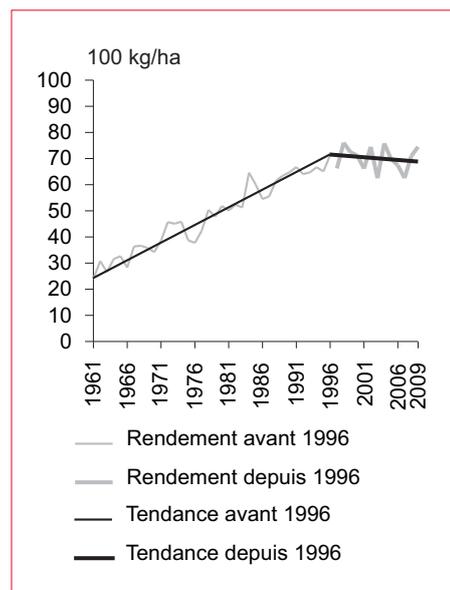
Les deux principaux exportateurs traditionnels de blé sont les États-Unis et l'Union européenne : ils représentent respectivement 18 % et 16 % du volume mondial de blé exporté en 2009. Toutefois, ils sont confrontés à un phénomène de stagnation de la production. En Europe, les rendements

plafonnent depuis le milieu des années 1990.

Selon l'étude *Why are wheat yields stagnating in Europe ? A comprehensive data analysis for France*, publiée début octobre dans la revue *Field Crops Research*, plusieurs facteurs sont à l'origine de cette stagnation des rendements. Alors que le progrès génétique ne déclinerait pas, les rendements stagneraient notamment à cause de facteurs agronomiques, tels que la modification des pratiques de

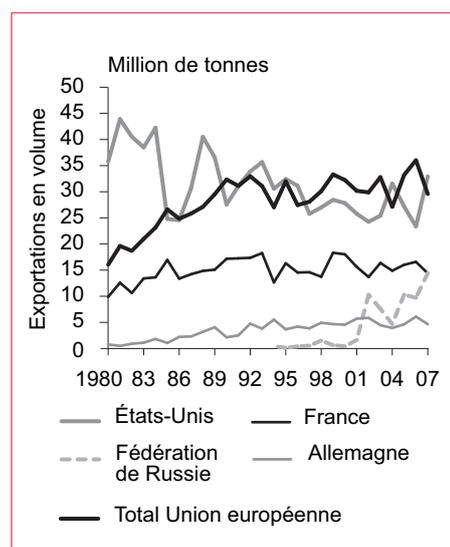
rotation des cultures ou la diminution de l'utilisation d'engrais azotés. À cela, s'ajoutent des effets défavorables liés au réchauffement climatique comme les températures élevées durant le remplissage des grains, et la sécheresse au cours de l'élongation de la tige.

### Le rendement du blé en France stagne depuis le milieu des années 1990



Sources : Agreste, FAO

### Poids croissant des exportations russes de blé au cours des dernières années



Source : FAO

Aux États-Unis, contrairement à l'Union européenne, le blé est cultivé de façon extensive et les rendements y sont plus faibles. La tendance est à la progression des rendements, et à la baisse des surfaces cultivées. Le rendement 2010 augmenterait de près de 5 % par rapport à 2009, compensant la diminution des surfaces cultivées. Ainsi, la production nord-américaine serait stable par rapport à la dernière campagne.

### Recul conjoncturel de l'offre des nouveaux pays producteurs

Depuis l'effondrement du bloc soviétique, le marché du blé repose aussi sur de nouveaux exportateurs, la Russie et les pays autres de la mer Noire. Ces pays permettent dans une certaine mesure l'ajustement de l'offre de blé à la hausse structurelle de la demande.

Dans la campagne 2009/2010, la Russie représente 14 % des exportations mondiales de blé, l'Ukraine 7 % et le Kazakhstan 6 %. Mais des conditions météorologiques défavorables mi-2010 entraînent un net repli de leurs exportations. Mi-août, la Russie a en effet décidé de mettre un embargo sur ses exportations de céréales, qui se prolongerait jusqu'au début de la campagne prochaine. Et début octobre, l'Ukraine a annoncé des restrictions sur ses exportations céréalières, autorisant l'exportation de seulement 500 milliers de tonnes de blé jusque fin 2010, à cause d'une baisse de sa pro-

duction de 15 % par rapport à 2009. Au cours de la campagne 2010/2011, les exportations de blé chuteraient de 81 % en Russie, de 36 % en Ukraine, et de 17 % au Kazakhstan.

En parallèle, la demande en blé s'accroît. La consommation continue d'augmenter et, selon le rapport du Conseil international des céréales (Cic) daté du 23 septembre 2010, elle atteindrait 657 millions de tonnes (Mt) pour la campagne 2010/2011. Le plus grand importateur mondial de blé est l'Égypte, qui, au cours de la campagne 2009/2010, s'est octroyé 8 % du volume total des importations, selon l'USDA (département américain à l'agriculture). Suivent le Brésil (5 %), le Japon (4,1 %), l'Union Européenne et l'Indonésie (4 % chacune), l'Algérie (3,9 %), ainsi que, dans une moindre mesure, la Corée du Sud, le Nigeria et l'Irak. Pour la campagne 2010/2011, les importations sont prévues en hausse dans plusieurs pays habituellement importateurs de blé, tels le Maroc (+ 50 %) où la récolte est réduite, ou encore l'Arabie Saoudite (+ 11 %). Au contraire, en Égypte, les importations de blé diminueraient de 14 % du fait d'une hausse de la production. Par ailleurs, la Russie se verrait contrainte d'importer deux millions de tonnes de blé pour la campagne 2010/2011.

Le marché se trouve ainsi relativement déséquilibré : alors que la demande augmente, la production de plusieurs

### Russie : une campagne atypique

Unité : million de tonnes

	Disponibilités			Utilisations			Stocks de fin
	Stocks de début	Production	Importations	domestiques		Exportations	
				dont alim. animale	Total		
2009/2010	11	62	0	19	42	19	12
2010/2011	12	43	2	26	48	4	5
Évolution en %	12	- 31	-	37	14	- 81	- 59

Source : USDA

des principaux fournisseurs diminue. Le marché a donc dû se restructurer, non sans une certaine inertie qui accentue la flambée des cours. Les importateurs sont contraints de réorganiser leur approvisionnement, se tournant surtout vers les États-Unis, principal exportateur et détenteur de stocks. Toutefois, en termes de coût de transport, ceux-ci sont défavorisés par rapport à l'Union européenne pour les destinations de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les exportations européennes profitent ainsi de cet appel d'air, en particulier la France, qui affirme son rôle d'exportateur incontournable de blé tendre à l'échelle mondiale.

### **Progression des exportations nord-américaines de blé**

Selon le Foreign agriculture service (FAS) de l'USDA au 30 septembre, les ventes de blé nettes nord-américaines en 2010/2011 dépasseraient de 28 % celles de la campagne précédente. La hausse majeure s'établit à destination de l'Égypte. Le Cic précise que le Gasc, la centrale publique d'achat égyptienne, a acheté 500 000 tonnes de blé aux États-Unis entre le 1<sup>er</sup> et le 22 septembre, s'ajoutant aux 55 000 tonnes déjà négociées en août.

### **Dynamisme des exportations françaises de blé tendre**

Au cours de la campagne 2009/2010, les exportations de blé tendre français ont été dynamiques, surtout à destination des pays d'Afrique du Nord. En 2009/2010, la France a exporté 3,4 Mt de blé tendre vers l'Algérie, 1,5 Mt vers l'Égypte, et 1,2 Mt vers le Maroc. L'Allemagne a aussi été très présente sur le marché mondial, en exportant notamment 1,2 Mt vers l'Afrique du Sud.

Selon les prévisions d'octobre 2010 de FranceAgriMer, les exportations françaises de blé tendre augmenteraient pour 2010/2011, à près de 18 Mt. Les certificats à l'exportation confirment ce dynamisme. Du 1<sup>er</sup> juillet au 12 octobre 2010, la France a obtenu près de la moitié (46 %) des certificats européens à l'exportation en blé tendre, ce qui représente un peu moins de 3,3 Mt. Durant la même période en 2009, la France en avait obtenu près de 44 %, pour 2,4 Mt. Sur le début de la campagne 2010/2011, les certificats français à l'exportation progressent plus que les certificats attribués à l'ensemble des pays de l'Union européenne (+ 35 % contre + 30 %).

Les exportations françaises à destination des pays tiers augmenteraient de

plus de 17 %, s'établissant à un record de 11,5 Mt. La France se place en tête des exportateurs de blé à destination de l'Égypte, 1,5 Mt étant contracté par le Gasc au 1<sup>er</sup> octobre. À destination de l'Union européenne, elles diminueraient globalement (- 7 %), notamment vers les Pays-Bas, la Belgique, ou l'Espagne. Par contre, elles augmenteraient fortement vers l'Allemagne (+ 33 %), principalement à cause de problèmes de qualité pour les blés allemands. Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 12 octobre 2010, les certificats à l'exportation en blé tendre de l'Allemagne, ont baissé de près de 21 % par rapport au début de la campagne précédente. Les blés tendres français sont au contraire jugés de très bonne qualité pour cette campagne (*Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole - Grandes cultures, Bilan conjoncturel 2010, octobre 2010*).

Pour autant, malgré ce très bon début de campagne, le maintien d'un rythme aussi soutenu pour les exportations françaises de blé reste incertain. L'objectif d'exportation de 11,5 Mt à destination des pays tiers induit un stock de report très bas (- 30 % par rapport à la moyenne des quatre dernières campagnes 2006/2009).

### **Sources**

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2009/2010) et prévisionnels (2010/2011) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le Petit Meunier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La récolte des céréales serait en diminution, conséquence principale d'une baisse des rendements », Infos Rapides Grandes cultures n° 8/10, octobre 2010
- « Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010 », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/123, septembre 2010
- « La récolte des céréales serait en diminution, mais elle resterait à un bon niveau », Infos rapides Grandes cultures n° 7/10, septembre 2010
- « Des rendements à la baisse qui pénalisent les récoltes de céréales et de colza », Infos rapides Grandes cultures n° 6/10, août 2010
- « La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/117, juillet 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : une fin de campagne plus favorable pour les blés français », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/113, juin 2010

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes et Fruits

Synthèse octobre-novembre n° 2010/130

## Retour LÉGUMES ET FRUITS

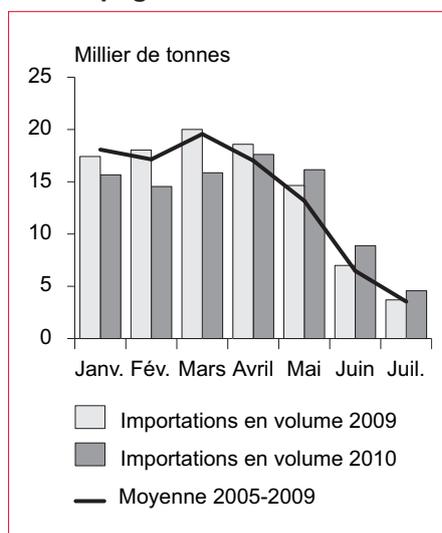
### Fruits et légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010

**L**e début de la campagne 2010 pour les fruits et légumes a été marqué par une baisse importante des importations par rapport à 2009 s'expliquant en grande partie par des conditions météorologiques défavorables dans les principaux pays fournisseurs de la France. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les importations de tomate et courgette sont inférieures sur la période de janvier à juillet, de même que celles de cerise, abricot et pêche sur la période de mai à juillet. Depuis le début de la campagne, les prix des fruits et légumes importés ont été plus élevés par rapport à 2009 ainsi que, pour certains d'entre eux, par rapport à la moyenne quinquennale sur la même période.

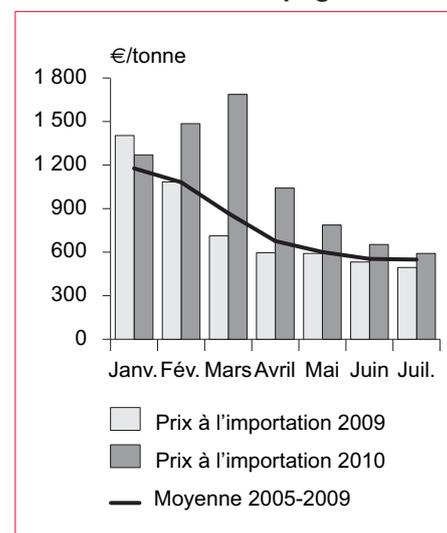
#### Forte baisse des importations des légumes

Depuis le début de l'année 2010, la baisse des importations est importante pour les principaux légumes d'été (tomate, courgette, concombre). À partir de janvier et jusqu'en juillet, les importations françaises de tomate ont diminué de 10 % par rapport à 2009, celles de courgette de 6 % et celles de concombre de 4 %. Seules les importations de melon progressent de + 2 % par rapport à 2009, même si elles sont en baisse sensible en mai et juin. Les importations de tomate et de courgette ont même été inférieures respectivement de 1 % et 2 % à la moyenne quinquennale sur la même période.

#### Faiblesse des importations de courgettes en début de campagne 2010



#### Les prix des courgettes à l'importation en hausse sur l'ensemble de la campagne 2010



Cette année est marquée par le net retrait des importations marocaines (- 24 % pour la tomate, - 28 % pour la courgette et - 0,3 % pour le melon par rapport à 2009). Les quantités de concombre importées des Pays-Bas diminuent de - 11 %. Les volumes espagnols importés de ces quatre produits ont été contenus (+ 1 % pour la tomate et + 2 % pour le melon), voire

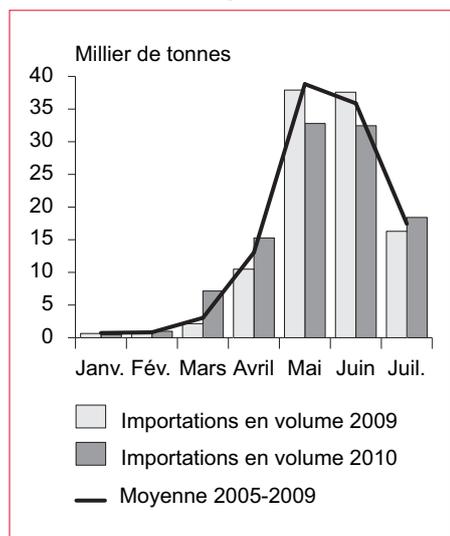
en baisse pour la courgette (- 0.4 %) et le concombre (- 3 %). Les importations en provenance de ces pays représentent une part importante de la totalité des importations : le Maroc et l'Espagne pour la tomate, la courgette et le melon, l'Espagne et les Pays-Bas pour le concombre.

### Une pression des importations moins importante en 2010 pour les fruits

Pour les principaux fruits d'été, les débuts de campagne ont révélé un niveau d'importation en volume plus réduit que les années précédentes. C'est le cas pour la pêche-nectarine, l'abricot et la cerise en mai et juin. Parallèlement, le niveau en valeur (prix à la tonne) est plus élevé que les valeurs historiques sur la même période. Cependant, à partir de juillet, les volumes importés dépassent souvent ceux de 2009 et rendent les fins de campagne un peu plus difficiles pour les fruits français. Ces quantités importées plus importantes en fin de saison peuvent trouver une explication par le retard des calendriers de production dans les pays fournisseurs, majoritairement l'Espagne.

Pour autant, sur la campagne jusqu'en juillet, les volumes importés sont plus réduits par rapport à la moyenne des cinq dernières années pour la cerise (- 25 %), l'abricot (- 23 %), la pêche (- 7 %). En Espagne, les conditions climatiques printanières ont été défavorables à la floraison des vergers :

### Des volumes de melons importés réduits en mai et juin 2010



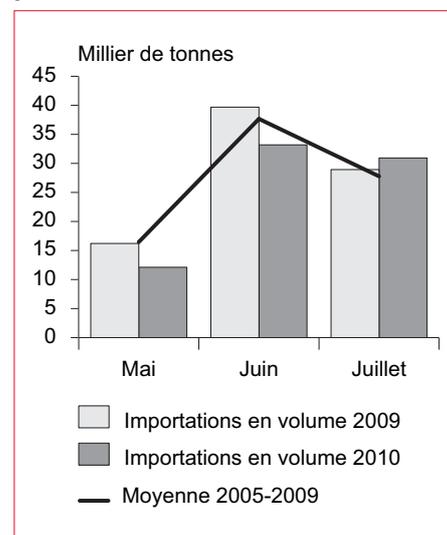
Source : DGDDI (Douanes)

L'explication de la baisse des importations est notamment liée aux conditions climatiques du printemps. En effet, des intempéries ont eu lieu au Maroc et en Europe, ce qui a limité nettement et décalé dans le temps les productions des principaux fournisseurs de la France. Les pluies abondantes ont de plus fragilisé la tenue de ces produits rendant leur transport compliqué.

### Niveaux de prix plus élevés pour les légumes importés

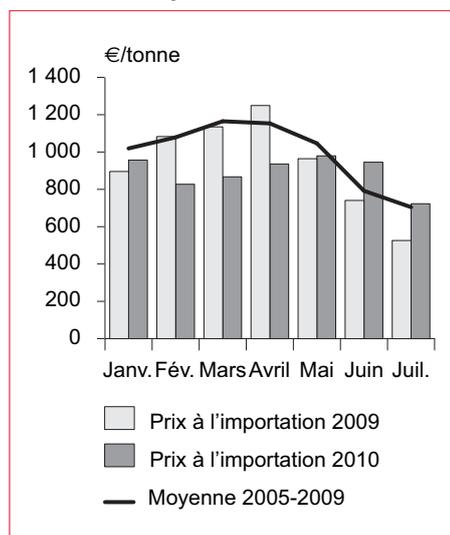
Cette pénurie de produits importés entraîne sur la même période (janvier à juillet) un niveau de prix des importations plus élevé en 2010 par rapport à 2009. Les prix à la tonne de la tomate enregistrent une hausse de 45 %, ceux de la courgette de 48 % et ceux du concombre de 10 %. Par rapport à la moyenne quinquennale, les prix restent d'un niveau supérieur également pour la tomate et la courgette en lien avec les volumes importés limités. En revanche, les prix du concombre baissent de 2 % face à des importations en hausse de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les prix du melon, globalement plus faibles que la moyenne quinquennale entre janvier et mars, ont enregistré des hausses de prix à l'importation de l'ordre de + 30 % et + 20 % en mai et juin parallèlement à la forte baisse des importations.

### Des importations de pêches plus faibles



Source : DGDDI (Douanes)

### Les prix des melons à l'importation en hausse à partir de mai 2010



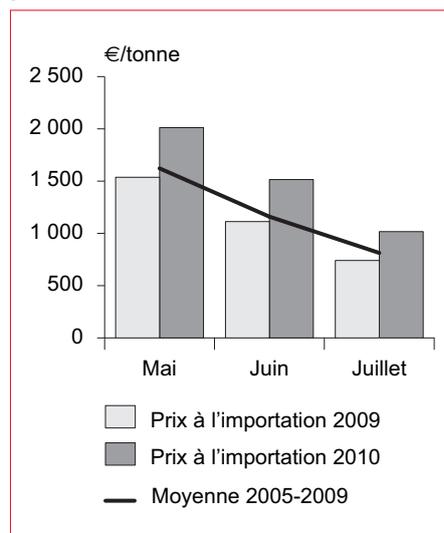
Source : DGDDI (Douanes)

En août 2010, la reprise des importations déjà observée en juillet pour ces quatre produits se confirme. Les quantités importées sont supérieures à celles de la moyenne de ces cinq dernières années, seules les quantités de melon importées restant inférieures aux volumes de l'année précédente. Le niveau de prix de ces légumes se maintient malgré tout au-dessus de celui de 2009. Il reste également plus élevé que la moyenne quinquennale sauf pour le melon.

par rapport à 2009, la production de l'abricot y chute de 29 % et la récolte de pêche-nectarine accuse un recul de 5 %. En Italie, des intempéries en Émilie-Romagne entraînent une baisse des productions d'abricot et de pêche.

La reprise des importations en juillet ne se confirme, en août, que pour l'abricot. Pour les autres fruits, les niveaux d'importation se maintiennent aux niveaux observés l'an dernier et restent inférieurs à la moyenne quinquennale. Les prix à l'importation restent dans l'ensemble supérieurs en août aussi bien par rapport à 2009 que par rapport à la moyenne quinquennale.

### Les prix des pêches à l'importation plus élevés



Source : DGDDI (Douanes)

## Sources

- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Prévisions de productions européennes : Europech et assemblée des régions européennes fruitières, légumières et horticoles

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Légumes » et « Données en ligne - Conjoncture agricole - Fruits » pour les séries chiffrées
- dans les rubriques « Conjoncture - Légumes » et « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Stocks de pommes estimés plus bas que ceux de 2009 », Infos rapides Stocks pommes poires n° 1/10, octobre 2010
- « En 2010, production prévue en net recul par rapport à 2009 mais marché porteur », Infos rapides Poire n° 3/4, octobre 2010
- « Prévisions de récolte 2010 en recul par rapport à 2009 », Infos rapides Pomme n° 5/6, octobre 2010
- « Bonne tenue des cours des poires d'été dans le contexte de déclin du verger français », Synthèse Fruits n° 2010/124, septembre 2010
- « Marché de nouveau difficile en fin de mois », Infos rapides Pêche n° 5/5, septembre 2010
- « Une production prévue en net recul par rapport à 2009 », Infos rapides Abricot n° 4/4, août 2010
- « Potentiel de production révisé à la baisse », Infos rapides Cerise n° 3/3, juillet 2010
- « Commerce de la pomme difficile en 2009 », Synthèse Fruits n° 2010/110, avril 2010
- Les Infos rapides « Concombre », « Courgette », « Melon », « Tomate »

# PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse octobre-novembre n° 2010/131

## Retour PRODUCTIONS ANIMALES

### Reprise du prix du lait de vache en 2010

**En 2010, le prix du lait de vache s'est repris pour atteindre 289 euros/1 000 litres en moyenne sur les sept premiers mois de l'année. Les coûts de production, notamment celui de l'aliment, se sont réduits au premier semestre, mais au second semestre la flambée des cours des céréales devrait les faire remonter. Cette reprise a été précédée d'une remontée des prix des produits industriels, poudres de lait et beurre.**

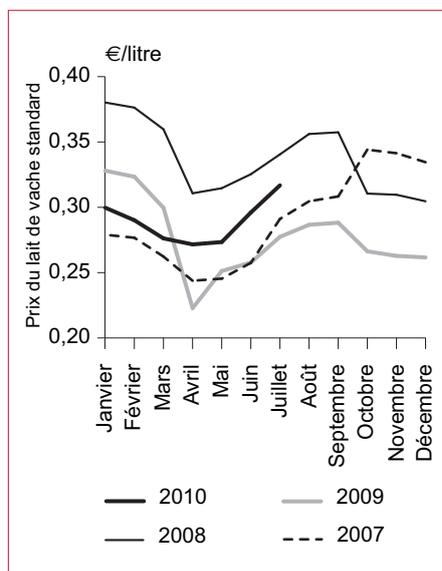
#### Remontée du prix du lait à la production à partir d'avril

Après une année 2009 difficile, le prix du lait de vache a repris des couleurs en 2010, surtout depuis le début de la nouvelle campagne. En juillet 2010, le prix du lait de vache standard a atteint 316,80 euros/1 000 litres, en hausse de 14 % par rapport au même mois de 2009 et supérieur de 8 % à la moyenne des cinq dernières années. Sur les sept premiers mois de l'année, ce prix s'est élevé à 289,10 euros/1 000 litres, supérieur de 3 % à la même période de 2009, mais très éloigné (- 16 %) du niveau très élevé de 2008.

Suite à l'accord interprofessionnel signé le 3 juin 2009, le prix moyen constaté du lait standard a été de 275 euros/1 000 litres sur l'année 2009. L'accord prévoit la publication trimestrielle par le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (Cniel) d'indicateurs de tendances des marchés laitiers variables selon la répartition entre produits industriels et produits de grande consommation, ainsi qu'un prix indicatif du lait de

vache correspondant à ces différentes répartitions. Suite à de nouvelles négociations difficiles au deuxième trimestre, l'interprofession laitière a défini pour 2011 un indice supplémentaire sur l'évolution comparée du prix du lait entre l'Allemagne et la France. D'autres indices, sur les coûts de production du lait,

#### Le prix du lait de vache progresse en 2010



Source : Agreste

ont à l'étude. Par ailleurs, une hausse de 10 % du prix du lait sur l'ensemble de l'année 2010 a été convenue.

Au niveau européen, le prix du lait de vache s'est également bien repris. En Allemagne, sa progression est importante. Le prix est aujourd'hui proche du prix français, alors qu'il était inférieur au cours de 2009.

#### Des coûts de production en baisse au premier semestre 2010

La hausse du prix du lait s'accompagne d'une baisse des coûts de production, ce qui permet en principe d'améliorer la situation des producteurs. Ainsi, malgré la hausse du prix de l'énergie, les coûts de production agricole sur les huit premiers mois de l'année se seraient réduits de 3 % pour les éleveurs d'herbivores. En particulier, le coût des aliments pour animaux s'est replié de 6 %. L'aliment pour vaches laitières riche en matières azotées coûte 5 % de moins par rapport à 2009 en moyenne de janvier à août, mais son prix reste encore supérieur de 17 % à celui de 2007. Les

prix des aliments pour vaches laitières moins riches en matières azotées sont redescendus, eux, sous les prix de 2007. Toutefois, la forte hausse du cours des matières premières au troisième trimestre devrait se répercuter dans quelques mois sur le prix d'achat des aliments pour animaux.

En 2010, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'est accentuée durant l'été (+ 11 % en juillet 2010 par rapport à 2009, + 27 % en août) en raison notamment de la reprise de la collecte et de la sécheresse ayant touché les régions du nord-ouest. Toutefois, sur les sept premiers mois de l'année, elle est en baisse de 1,3 % par rapport à la même période de 2009. Bien qu'elle reste éloignée des hauts niveaux de 2008, elle est encore largement supérieure à la consommation observée en 2007 et avant.

### Des prix industriels bien orientés en 2010

À partir d'avril 2010, le prix du beurre pasteurisé vrac est remonté à un haut niveau atteignant 3,46 euros/kg en septembre. Cette bonne tenue s'explique par une demande soutenue. Au niveau européen, il n'y a plus de stock public à remettre en vente sur le marché et

les stocks privés sont inférieurs à ceux des années précédentes. Cependant, avec ce prix élevé, la France est moins compétitive par rapport à l'Océanie, notre principal concurrent sur le marché des produits industriels, ce qui pourrait impacter ses ventes.

Après les cours particulièrement bas de l'année 2009, le cours de la poudre de lait écrémé s'est repris mais de façon moins spectaculaire que le beurre. Pour la consommation humaine, il atteint 2,27 euros/kg en septembre 2010, avec une moyenne de 2,19 euros/kg sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. La France, comme l'Europe, a bénéficié au deuxième trimestre d'un taux de change euro/dollar US avantageux qui l'a rendue plus compétitive que l'Océanie sur le marché de la poudre de lait écrémé. Les exportations de ce produit ont augmenté de 76 % en cumul de janvier à août, avec une hausse plus marquée vers la Belgique et les Pays-Bas. Ces exportations progressent régulièrement depuis 2005, malgré une pause en 2009.

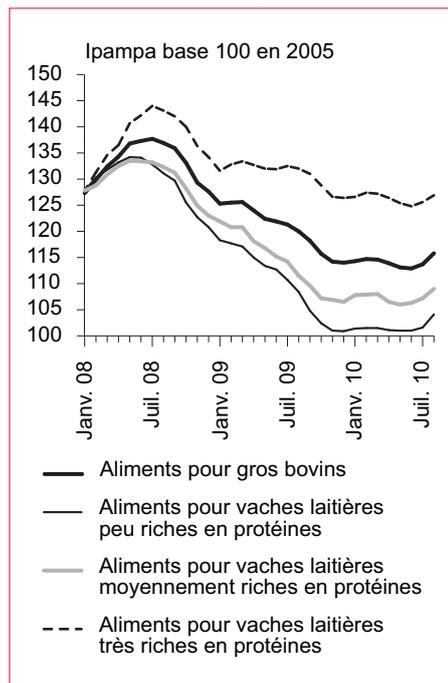
Le prix de la poudre grasse se redresse après les faibles niveaux de 2009. Le prix moyen des neuf premiers mois de

l'année 2010 progresse de 37 % par rapport à la même période de 2009. La France est moins compétitive que l'Océanie sur ce marché et, bien que les fabrications progressent, les exportations se sont réduites de 4 % entre 2009 et 2010, en cumul de janvier à août.

Le prix des fromages sortie usine se replie de 3 % en moyenne sur les huit premiers mois de l'année, d'après l'indice de prix à la production. La diminution s'atténue au fur et à mesure des mois, avec une stabilité sur le mois d'août. Le Comté continue de tirer son épingle du jeu avec un prix en hausse régulière : + 5 % entre 2009 et 2010 en moyenne sur les six premiers mois de l'année, après + 7 % entre les années 2008 et 2009.

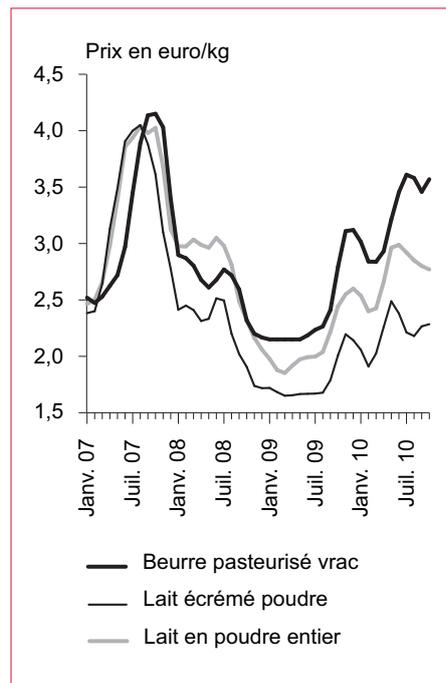
En France, les évolutions en glissement annuel de prix industriels sont toujours répercutées avec environ six mois de décalage sur le prix du lait à la production. Ainsi, les prix du lait en poudre et du beurre vrac ont entamé leur reprise en glissement annuel dès le mois de novembre 2009 tandis que le prix du lait de vache n'a commencé à remonter qu'à compter du mois d'avril 2010, après de difficiles négociations entre producteurs et industriels.

### En 2010, le prix de l'aliment remonte à partir de juillet



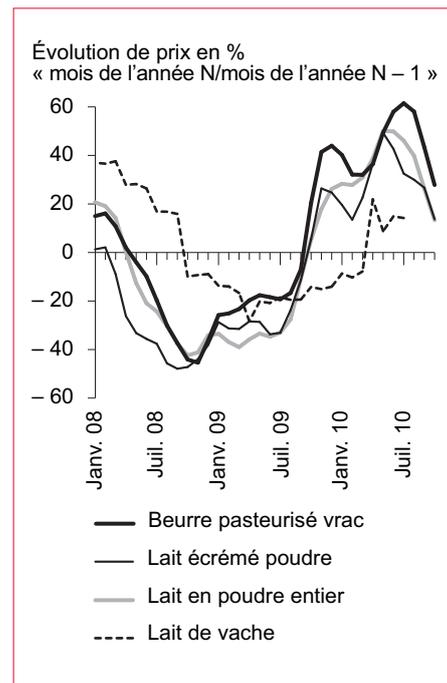
Source : Agreste

### Bonne tenue des cours industriels en 2010



Source : Agreste

### Les évolutions des prix industriels sont répercutées avec décalage sur le prix du lait à la production



Source : Agreste

### Sources

- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour les données sur le commerce extérieur

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Lait » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La reprise de la collecte de lait de vache se confirme », Infos rapides Lait n° 9/11, octobre 2010
- « 2009, année difficile pour les fabrications de produits laitiers », Synthèse Lait n° 2010/111, avril 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes », Agreste Primeur, n° 236, mars 2010
- « Marchés mondiaux des produits laitiers - De la dépression à la convalescence », Le dossier Économie de l'élevage, n° 398, février 2010, Institut de l'élevage
- « Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009 », Synthèse Lait n° 2009/92, octobre 2009
- « Le prix du lait en forte baisse en 2009 », Synthèse Lait n° 2009/93, octobre 2009
- « Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009 », Synthèse Lait n° 2009/78, juin 2009

[Retour éditorial](#)

## Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010

**Au deuxième trimestre 2010, l'activité des industries agroalimentaires (IAA) confirme son redressement et se rapproche du niveau de 2007, avant la crise de 2008/2009. Quoique partielle, la reprise de la demande extérieure, en particulier en boissons, a été prompte. En outre, la consommation alimentaire française continue d'augmenter. Confortée par ce dynamisme, la croissance du chiffre d'affaires s'accélère au deuxième trimestre 2010. Les prix sont cependant retombés au niveau du deuxième trimestre 2007, avant leur flambée. L'emploi salarié dans les IAA se rétracte légèrement par rapport au deuxième trimestre 2009. Les chefs d'entreprises considèrent que leur activité passée a continué de progresser à un rythme soutenu, mais qu'elle devrait ralentir pour le troisième trimestre 2010.**

### Au deuxième trimestre 2010, le redressement de l'activité des IAA se confirme

Après une baisse en 2008 et une reprise progressive en 2009, le volume de la production des industries agroalimentaires (IAA) – y compris tabac – se rapproche au deuxième trimestre de 2010 de son niveau de 2007, avant la crise économique. Ce redressement résulte de la reprise de la demande extérieure et de la consommation des ménages. L'activité des **boissons**, bien qu'en nette reprise sur un an, reste en effet inférieure de 7 % au deuxième trimestre 2007. La diminution de la demande extérieure en 2008 a en effet fortement pénalisé ce secteur très tourné vers l'exportation. L'activité des produits alimentaires, moins affectée que celle des boissons par la crise économique en 2008, est proche du niveau du deuxième trimestre 2007.

En 2010, cette dernière reprenant l'activité des **boissons** se redresse fortement en un an : la production de boissons alcooliques distillées augmente de 28 % et celle de champagnes et mousseux de 15 %. L'activité du malt s'accroît quant à elle de 23 %. En revanche, l'activité de la bière se rétracte, tandis que les importations progressent de 5 %.

En un an, l'activité de l'ensemble des branches alimentaires – à l'exception des **produits à base de fruits et légumes** et des **huiles et graisses végétales et animales** – s'est redressée après le passage à vide de 2008/2009. Leur production avoisine même celle du deuxième trimestre 2007. Ainsi, la **production de produits du travail des grains et produits amylicés**, très dynamique, est plus importante qu'au deuxième trimestre 2007. Le dynamisme des produits amylicés s'expli-

que par la reprise des industries du papier carton et de la chimie organique qui sont leurs principaux clients. La production des « **autres produits alimentaires** » enregistre aussi un bon résultat, en particulier les aliments adaptés à l'enfant et diététiques et le sucre. La production de **produits laitiers** augmente plus modérément : en un an, l'activité du fromage et des laits secs s'accroît très légèrement, tandis que celle du beurre conditionné GMS progresse plus fortement. De même, les **productions de viandes et produits à base de viandes** et **d'aliments pour animaux** augmentent légèrement en un an, retrouvant ainsi le niveau du deuxième trimestre 2007.

À l'inverse de l'ensemble, l'activité des **produits à base de fruits et légumes**, et notamment des préparations et conserves de légumes, se rétracte fortement au deuxième trimestre 2010,

après un très bon résultat au deuxième trimestre 2009. Les industriels ont en effet été contraints de retarder leur production, car les récoltes de plusieurs légumes, tels que les petits pois, les choux-fleurs et les épinards, ont été plus tardives cette année. Quant à la production **d'huiles et graisses végétales et animales**, elle est stable par rapport au deuxième trimestre 2009, malgré une récolte de colza record.

### Grâce aux boissons, reprise partielle de l'excédent commercial des IAA au deuxième trimestre 2010

L'excédent commercial français des IAA s'est considérablement redressé entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2010, corollaire de la reprise de l'activité. D'un montant de 1,2 milliard d'euros, il a augmenté de 450 millions d'euros au cours de cette période. Cette augmentation paraît d'autant plus importante que la crise avait fait descendre l'excédent du deuxième trimestre 2009 à un niveau particulièrement bas. De plus, ce rattrapage n'est que partiel, l'excédent du deuxième trimestre 2010 n'atteignant pas le niveau du deuxième trimestre 2008, pourtant faible.

L'augmentation des exportations de **boissons** et, dans une moindre mesure, de **produits laitiers et pro-**

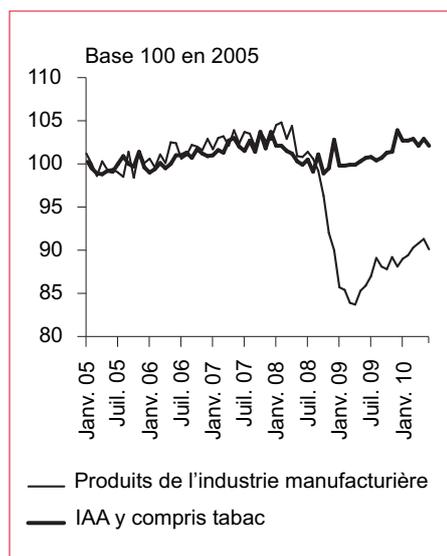
**duits du travail des grains** explique pour la plus grande part le redressement de l'excédent commercial des IAA. Par ailleurs, le déficit commercial des **huiles et graisses végétales et animales** s'est réduit et celui des **vian-**

Au deuxième trimestre 2010, la reprise de l'excédent commercial des **boissons** est presque aussi fulgurante que leur chute du deuxième trimestre 2009. Ainsi, leur excédent commercial progresse de 316 millions d'euros entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2010. La reprise des exportations de **boissons** en volume, et particulièrement des boissons alcooliques distillées et des champagnes et mousseux, est considérable, rattrapant partiellement la forte baisse de 2009. La contraction du taux de change euro/dollar (- 7 %) a favorisé cette reprise. La progression de l'excédent commercial des vins (+ 9 %) est beaucoup plus modérée que celle des champagnes et mousseux (+ 39 %) et des boissons alcooliques distillées (+ 42 %). En revanche, le déficit commercial des boissons rafraîchissantes s'est fortement creusé par rapport au bon résultat du deuxième trimestre 2009.

**tales et animales** participe aussi au redressement de l'excédent commercial des IAA. Le déficit commercial des **vian-**

Au-delà des évolutions récentes, le déficit commercial reste structurellement important pour les produits des industries alimentaires hors boissons (550 millions d'euros au deuxième trimestre 2010), en dépit de la reprise de la demande extérieure. En effet, le

### La reprise de l'activité des IAA se confirme au deuxième trimestre 2010

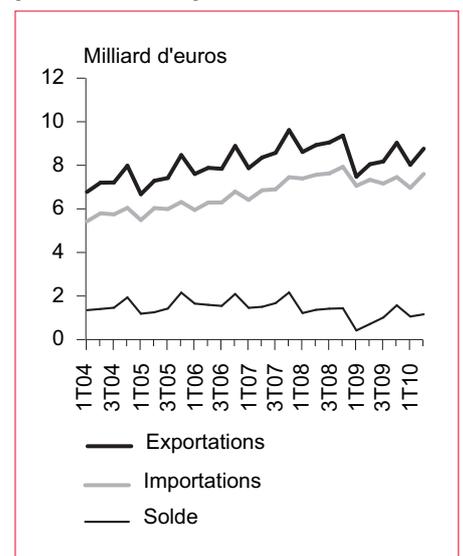


Source : Insee - Ipi CVS

L'excédent commercial des **produits laitiers** s'est amélioré de 64 millions d'euros au deuxième trimestre 2010 par rapport au même trimestre 2009. Après un bon résultat en 2008 et une chute en 2009, il est revenu à son niveau du deuxième trimestre 2007, les volumes exportés ayant nettement augmenté. Le lait en poudre écrémé contribue le plus à cette reprise : les volumes exportés ont en effet doublé par rapport au deuxième trimestre 2009. Ceux de fromages ont aussi augmenté, mais dans une moindre mesure (+ 10 %).

L'excédent commercial des **produits du travail des grains** s'améliore, en raison d'un repli important des importations. La baisse du déficit commercial des **vian-**

### La demande extérieure des produits des IAA poursuit sa reprise



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

déficit des produits alimentaires a tendance à s'aggraver depuis 1997, sous l'effet de la baisse du solde des échanges des secteurs des viandes, des produits de la pêche, des huiles et graisses et des produits à base de fruits et légumes (*Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons, IAA n° 2010/125, septembre 2010*).

### La consommation des ménages continue d'augmenter

Au deuxième trimestre 2010, la consommation des ménages, combinée à la hausse de la demande extérieure, soutient l'activité des IAA. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume de produits agricoles et agroalimentaires – y compris tabac – augmente de 1 %. La consommation de fruits et légumes et de poissons frais s'est légèrement plus accrue que celle des viandes et lait.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, la consommation de viandes s'est globalement accrue au deuxième trimestre 2010. Les ménages ont acheté plus de viande de volailles, et

en particulier de poulet, de viande de veau et de porc : la consommation des ménages en volume a progressé de 6 % pour la viande de volailles, de 4 % pour la viande de veau, et de 0,6 % pour la viande de porc. Parmi les viandes de volailles, la consommation de viande de dinde progresse de nouveau. La viande de poulet, qui a la faveur des consommateurs, progresse plus nettement que la viande de dinde par rapport au deuxième trimestre 2008. La consommation en viande de gros bovins se rétracte légèrement en un an, contrairement à la consommation de viande de veau.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les ventes en grande surface, la consommation à domicile en volume de produits laitiers serait en hausse, essentiellement grâce aux fromages frais et yaourts. En revanche, la consommation de matières grasses solides, de fromages et de lait de consommation se rétracterait légèrement.

### Hausse du chiffre d'affaires sur un an, grâce à la reprise de la production

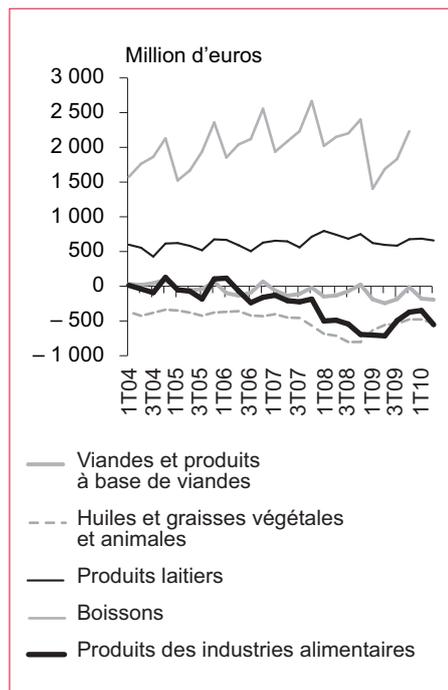
Le chiffre d'affaires des IAA – y compris tabac – augmente de 3 % entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2010, grâce à la reprise de l'activité. Le chiffre d'affaires des IAA est plus élevé qu'au deuxième trimestre 2007, avant la flambée des prix. Pourtant, cette progression par rapport à 2007 est atténuée par la comptabilisation plus basse des prix depuis janvier 2009 (cf. encadré p. 4/6). Le chiffre d'affaires des **boissons** a plus progressé sur un an que celui des produits alimentaires, grâce au redressement de la demande extérieure. Au deuxième trimestre 2010, le montant des ventes des **boissons** est demeuré cependant légèrement inférieur au niveau du deuxième trimestre 2007, tandis que celui des produits alimentaires l'a dépassé.

Le montant des ventes de boissons augmente de 6 % sur un an. Le chiffre d'affaires des boissons alcooliques distillées et des champagnes et mousseux progresse ainsi de 11 %. En revanche, le chiffre d'affaires des eaux de table et du malt se rétracte par rapport au deuxième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires des produits alimentaires – hors boissons – augmente plus légèrement que celui des boissons, mais il avait moins baissé en 2008 et 2009. Il est ainsi plus élevé qu'au deuxième trimestre 2007. En un an, le montant des ventes s'améliore nettement pour les **préparations et conserves à base de poisson**, les « **autres produits alimentaires** » et les **produits laitiers**. Ainsi, le chiffre d'affaires des **préparations et conserves à base de poisson** augmente de 7 % et celui des « **autres produits alimentaires** » de 6 %, grâce à une production dynamique. Le montant des ventes de **produits laitiers** s'accroît aussi fortement, en particulier grâce aux fromages et aux laits secs. En recul au premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires des « lait liquide, crème de lait, produits frais » et du beurre conditionné GMS progresse au contraire au deuxième trimestre.

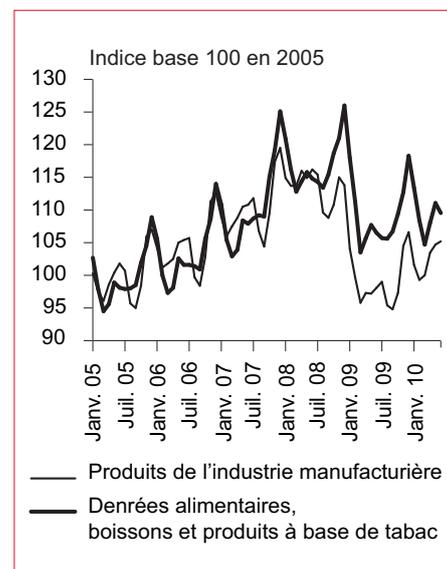
En revanche, le chiffre d'affaires des **huiles et graisses végétales et animales** et des **produits du travail des grains et produits amyliacés** est en baisse, en raison de la réduction des prix par rapport au deuxième trimestre 2009.

### Malgré la reprise de la demande extérieure, le déficit des produits alimentaires – hors boissons – demeure important



Source : DGDDI (Douanes)

### Le chiffre d'affaires des IAA continue d'augmenter au deuxième trimestre 2010



Source : Insee - moyenne mobile sur trois mois

## Recul des prix au niveau du deuxième trimestre 2007

Au deuxième trimestre 2010, les prix à la production des produits agroalimentaires – y compris tabac – continuent de reculer, après leur flambée de 2007/2008. Ils retombent à leur niveau du deuxième trimestre 2007. Ceci correspond de fait à une stagnation, étant donné que les prix des produits des IAA s'inscrivent dans une tendance haussière de long terme. Cependant, une partie de cette stagnation peut être attribuée à la réduction des marges arrières (cf. encadré).

### Effets de la loi de modernisation de l'économie sur la comptabilisation des prix à la production des produits des IAA

*L'application en janvier 2009 de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation des marges arrières, une baisse apparente des prix de vente à la grande distribution entre 2008 et 2009.*

Malgré le léger recul dû aux vins de raisins, les prix à la production des **boissons** demeurent élevés. Ils ont en effet augmenté de 5 % par rapport au deuxième trimestre 2007, avant la flambée des prix. Au deuxième trimestre 2010, les prix du cidre et autres vins de fruits, de la bière et des boissons alcooliques distillées sont encore particulièrement hauts.

De même que ceux des boissons, les prix à la production des **produits alimentaires** reculent légèrement par rapport au deuxième trimestre 2009, retombant au niveau du deuxième trimestre 2007. Les prix des **viandes et produits à base de viandes**, en baisse depuis un an, sont particulièrement faibles au deuxième trimestre 2010. Le repli des prix est aussi accentué pour les **huiles et graisses végétales et animales**, qui avaient connu au deuxième trimestre 2009 de fortes hausses les portant à un niveau élevé. Le prix des **produits laitiers**, quant à lui, reste stable par rapport au deuxième trimestre 2009. Mais tandis que les prix des fromages et du « lait liquide et crème de lait » se rétractent, celui du beurre conditionné GMS s'accroît nettement. Par contre, les produits de la boulangerie-pâtisserie, les préparations et conserves à base de poisson et les produits à base de

tabac sont plus chers qu'au deuxième trimestre 2009.

## L'emploi salarié se stabilise entre le premier trimestre et le deuxième trimestre 2010

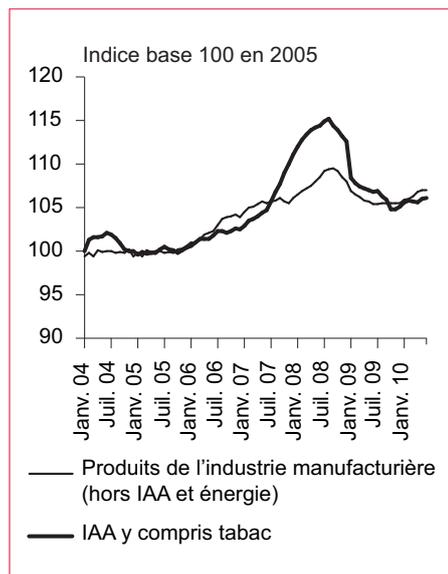
L'emploi salarié des IAA y compris tabac, salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus, se rétracte légèrement en un an (-0,7 %, soit 3 800 emplois). Fin juin 2010, l'emploi salarié dans les IAA s'élève ainsi à 549 000 emplois, se stabilisant depuis mars.

La baisse de l'emploi salarié dans les IAA est plus modérée que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, qui perd 4 % de ses emplois en un an, soit 111 000 emplois.

## La croissance de l'activité devrait ralentir au troisième trimestre 2010

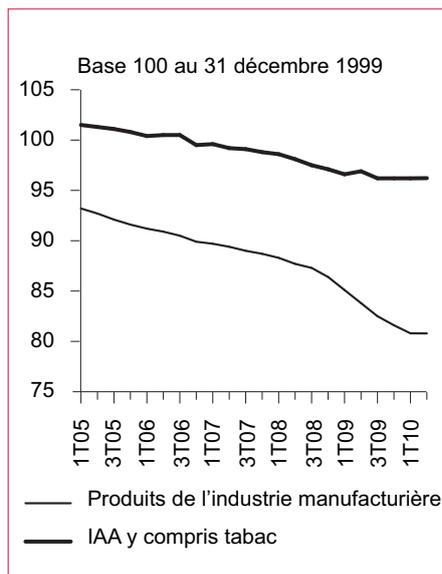
Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en juin 2010, considèrent que leur activité passée a continué de progresser à un rythme soutenu. Cependant, la production devrait augmenter plus modérément au cours des prochains mois : les perspectives personnelles de production sont moins positives. En effet, les carnets de commandes ne se regarnissent que très légèrement.

## Les prix des IAA sont retombés au niveau du deuxième trimestre 2007



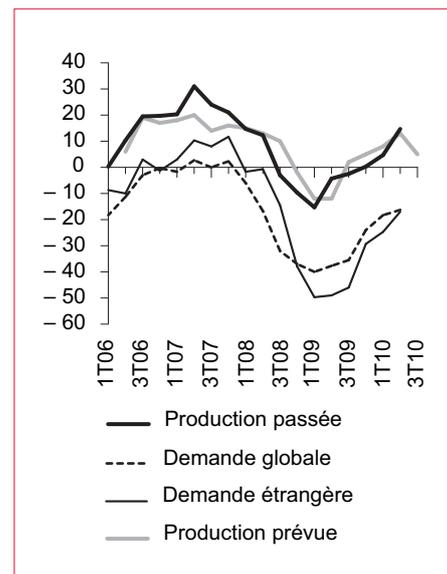
Source : Insee - IPP

## Baisse limitée de l'emploi dans les IAA



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

## Les perspectives personnelles de production sont moins positives au troisième trimestre 2010



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde CVS des réponses

## Reprise partielle des exportations au deuxième trimestre 2010

Évolution en %*	2 <sup>e</sup> trim. 2010/2 <sup>e</sup> trim. 2009					Année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	0,6	- 1,3	2,1	6,8	3,4	0,7	- 7,4	- 7,5	- 6,4	- 5,7
Viandes et produits à base de viandes	2,0	- 2,6	- 0,1	6,2	0,4	- 0,9	- 5,5	- 4,0	- 8,0	- 0,7
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		2,1	7,3	- 14,6	7,2		- 5,4	- 3,6	- 18,6	- 2,4
Produits à base de fruits et légumes	- 9,2	- 2,5	- 0,5	4,6	0,9	3,9	- 7,3	- 7,0	- 2,8	- 2,2
Huiles et graisses végétales et animales	0,1	- 2,2	- 2,9	- 3,7	- 3,7	8,3	- 18,6	- 9,2	- 14,1	- 23,2
Produits laitiers	1,3	- 0,1	4,8	15,9	20,9	- 3,3	- 11,6	- 11,4	- 11,2	- 5,1
Produits du travail des grains et produits amylacés	14,4	- 8,4	- 4,0	1,3	- 8,7	- 2,0	- 9,9	- 11,1	- 12,8	- 5,6
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,1	1,8	1,9	0,3	- 2,7	1,8	- 5,2	- 5,1	- 2,1	- 5,2
Autres produits alimentaires	5,5	- 1,3	5,8	7,9	8,3	3,7	- 6,3	- 6,9	1,6	- 1,2
Aliments pour animaux	1,7	- 0,6	0,2	6,2	- 2,3	- 5,1	- 12,8	- 11,9	0,5	- 4,4
Boissons ***	5,7	- 0,7	6,3	14,3	2,6	- 4,5	- 2,6	- 5,2	- 14,9	- 2,8
Tabac	3,3	4,3		4,3	9,2	- 12,9	3,9		- 2,2	2,6
<b>IAA y compris tabac</b>	<b>1,2</b>	<b>- 1,0</b>	<b>2,8</b>	<b>8,9</b>	<b>3,7</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 9,0</b>	<b>- 5,0</b>

\* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

\*\* Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

\*\*\* Non compris les vins.

Source : Insee

### IAA 2008 : une activité toujours soutenue par de nombreuses entreprises dont 3 000 de plus de 20 salariés

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Environ 95 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires – hors activités d'artisanat commercial de

charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – sont réalisés par 3 000 entreprises de 20 salariés au moins ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Interrogés en 2008 dans le cadre du nouveau dispositif d'Élaboration de la Statistique Annuelle d'Entreprise (ESANE), un quart de ces industriels ont pour principale activité la transformation de la viande. Ils sont à l'origine de près de 20 % de la valeur ajoutée considérée. Les fabricants d'« autres produits alimentaires » et de boissons avec 15 % chacun du total des unités contribuent pour leur part à hauteur de 21 % chacun à la formation de la valeur ajoutée. Avec l'industrie laitière et la fabrication industrielle de boulangerie-pâtisserie-biscotterie et biscuiterie, cinq filières et 2 431 des plus importantes entreprises totalisent l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur.

### Les industries agroalimentaires en 2008 : les chiffres-clés

Unité : million d'euros

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Bénéfice ou perte
<b>10.1</b> Transformation de la viande	811	31 457	4 901	652	105
<b>10.2</b> Transformation du poisson	106	2 945	547	127	41
<b>10.3</b> Transformation des fruits et légumes	185	7 794	1 440	403	114
<b>10.4</b> Fabrication d'huile et graisse	30	3 528	349	167	90
<b>10.5</b> Fabrication de produits laitiers	305	25 668	3 343	888	202
<b>10.6</b> Travail des grains ; fab. prod. amylacés	109	6 443	1 190	438	98
<b>10.7</b> Fab. prod. boulangerie - pâtis. et pâtes	358	10 174	2 326	647	248
<b>10.8</b> Fab. d'autres produits alimentaires	483	25 548	5 471	2 092	983
<b>10.9</b> Fabrication d'aliments pour animaux	215	11 530	1 402	462	238
<b>10. Produits des industries alimentaires</b>	<b>2 602</b>	<b>125 088</b>	<b>20 969</b>	<b>5 876</b>	<b>2 120</b>
<b>11. Industrie des boissons</b>	<b>474</b>	<b>22 362</b>	<b>5 460</b>	<b>2 599</b>	<b>1 339</b>
<b>Ensemble IAA</b>	<b>3 076</b>	<b>147 450</b>	<b>26 430</b>	<b>8 475</b>	<b>3 459</b>

Source : Insee - SSP (ESANE 2008)

## Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2008. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre ;
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
  - dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture
- Et aussi dans les publications Agreste :
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèse Agreste Conjoncture n° 2010/125, septembre 2010
  - « IAA : la reprise se poursuit », Synthèse Agreste Conjoncture n° 2010/120, juillet 2010
  - « Production des IAA en 2008 », Chiffres et Données - Série Agroalimentaire n° 171, juillet 2010
  - « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », Synthèse Agreste Conjoncture n° 2010/112, avril 2010
  - « Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA », Synthèse Agreste Conjoncture n° 2009/103, janvier 2010
  - « Amélioration de la conjoncture des IAA au deuxième trimestre 2009 », Synthèse Agreste Conjoncture n° 2009/88, octobre 2009

# MOYENS DE PRODUCTION

Synthèse octobre-novembre n° 2010/132

## Retour INTRANTS

### En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale

**L**a flambée des cours des matières premières de cet été amorce une hausse des prix d'achat des aliments composés, amortie grâce au rôle tampon joué par les fabricants. Le repli de la production d'aliments composés, fort en 2009, se poursuit en 2010 pour les différents types d'animaux sauf la volaille, soutenue par le bon niveau de la production de poulet. Le recours à la fabrication d'aliments à la ferme, traditionnellement important dans la filière porcine, semble se renforcer. En effet, le quasi-maintien du volume de porcins produits va de pair avec une forte chute de la production d'aliments composés pour porcins. Dans un contexte où les prix à la production des produits animaux sont stables ou décroissent, une augmentation du prix d'achat des aliments pour animaux durant le deuxième semestre entraîne un ciseau de prix défavorable.

#### Flambée des cours des matières premières au deuxième semestre 2010

Les cours des matières premières agricoles nécessaires à l'alimentation animale s'envolent à partir de juillet 2010, entraînés par les prix des céréales. L'indice des prix de l'alimentation animale (Ipaas), qui mesure le cours d'un panier de matières premières entrant dans l'alimentation animale, s'élève en septembre de 62 % en un an, et se situe à un niveau comparable à celui qu'il a atteint fin 2007, début 2008.

Les prix d'achat par les éleveurs de produits destinés à l'alimentation des animaux sont affectés par les fluctuations des cours, mais de façon plus réduite, et lissée dans le temps. En particulier, les prix des aliments composés répercutent les variations des cours des matières premières, avec un retard de quelques mois et en les amortissant sensiblement. Cette répercussion a lieu grâce à l'optimisation des formulations, au stockage, au

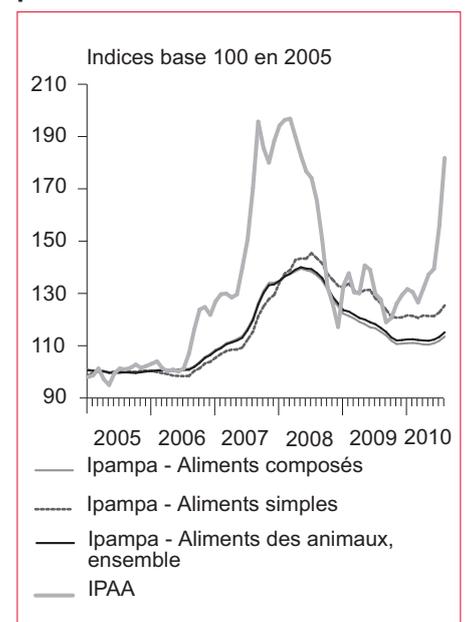
maintien des contrats en cours et aux délais de réapprovisionnement. Ce phénomène s'observe bien sur les années 2007 à 2009. Entre janvier 2007 et mars 2008, l'Ipaa fait un bond de 55 %. Le prix d'achat des aliments composés par les éleveurs, mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa), progresse sur cette période d'un maximum de 27 %. À partir de juillet, il redescend ensuite régulièrement jusqu'à fin 2009.

Durant le premier semestre 2010, le prix d'achat des aliments, simples et composés, demeure stable. À partir de juin, il amorce un redressement. Entre mai et août, il s'élève de 3 %. Mais, en moyenne sur les huit premiers mois de 2010, les prix d'achat sont en diminution de 2 % par rapport à 2009.

#### Un poids différent de l'alimentation animale selon les filières d'élevage

L'alimentation animale occupe une place plus ou moins grande parmi les charges selon le type d'élevage. Elle

#### Les prix des achats d'aliments suivent en les amortissant les fluctuations des cours des matières premières



Ipampa : Sources Agreste et Insee - Indice de prix des achats des moyens de production agricoles, base 100 en 2005.

IPAA : Source La Dépêche - Le Petit Meunier - Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale.

est plus importante pour les élevages hors-sol, volailles et porcins, que pour les élevages d'herbivores. En 2008, les élevages hors-sol consacrent 70 % de leurs dépenses de consommations intermédiaires à l'alimentation animale. Cette part varie de 25 à 34 % pour les élevages d'herbivores.

Les évolutions des prix des aliments composés varient aussi selon la filière. Une flambée des prix des céréales entraîne de plus fortes variations de prix d'achat pour les filières hors-sol (volailles, porcins), pour lesquelles la part des céréales dans l'aliment est plus importante. En particulier, les prix des aliments pour porcins, lors de la précédente flambée des prix, ont plus

augmenté que ceux des autres types d'aliments composés, puis sont descendus davantage.

### Recours accru à la fabrication d'aliments à la ferme

Pour alléger les dépenses consacrées à l'alimentation animale, certains éleveurs ont recours à la fabrication d'aliments à la ferme, à partir de matières premières achetées ou produites sur l'exploitation. Cette pratique est courante dans l'élevage porcine. Selon une enquête réalisée en 2004, près de 30 % des éleveurs de porcs utilisent leurs récoltes pour élaborer l'alimentation de leur cheptel. Et 40 % des éleveurs d'au moins 1000 porcs char-

cutiers élaborent de l'alimentation à la ferme. Lorsqu'elle existe, cette alimentation représente de 80 à 90 % de l'alimentation consommée par le cheptel. Il s'agit principalement de céréales.

Le rapprochement des évolutions de la production d'aliments composés pour porcins et de celle de la production de porcins donne à penser que la pratique de la fabrication d'aliments à la ferme se développe. D'un côté la production porcine suit une tendance à une très faible baisse. De l'autre, la production d'aliments composés pour porcins chute en 2009 (- 6 % en un an) et en 2010 (- 4 % en cumul de janvier à juillet).

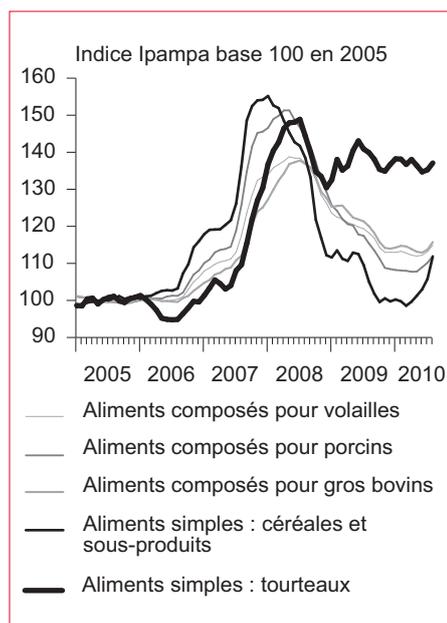
Ce développement de la fabrication d'aliments à la ferme pourrait s'arrêter au cours du deuxième semestre 2010. En effet, comme cela s'est passé en 2007/2008, la flambée des cours des céréales incite les éleveurs à avoir davantage recours aux achats d'aliments composés, et à vendre leurs céréales produites ou à s'abstenir d'en acheter pour fabriquer leur aliment à la ferme.

### En 2008, les élevages hors-sol ont consacré 70 % de leurs consommations intermédiaires à l'alimentation animale

	2002	2005	2008
Otex 41 - Bovins lait	23,3	22,3	26,9
Otex 42 - Bovins élevage et viande	21,6	22,4	25,4
Otex 44 - Ovins caprins et autres herbivores	30,5	30,5	33,8
Otex 50 - Granivores (volaille, porc)	65,4	65,1	70,2

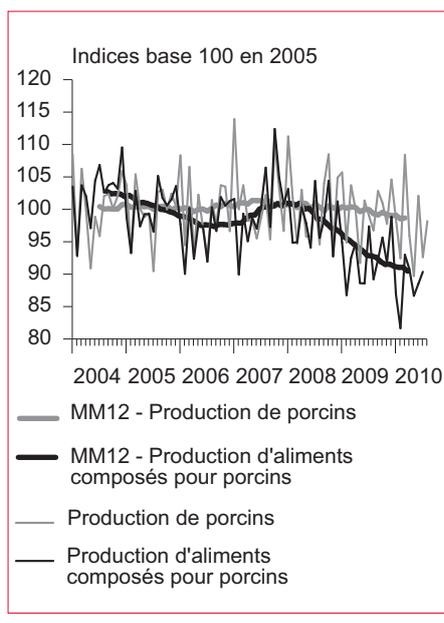
Part en % de l'alimentation animale dans l'ensemble des consommations intermédiaires  
Source : Agreste - Rica

### Des variations de prix différentes selon les types d'aliments



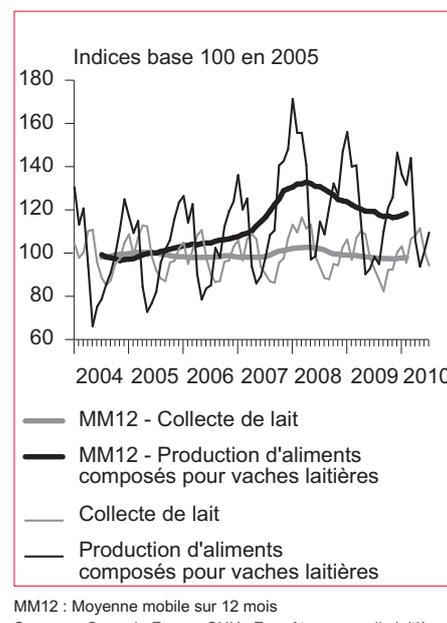
Sources : Agreste, Insee

### La production d'aliments pour porcins chute fortement en 2009 et 2010



MM12 : Moyenne mobile sur 12 mois  
Sources : Coop de France-SNIA, Agreste

### Retour à une alimentation des vaches laitières moins intensive en 2009



MM12 : Moyenne mobile sur 12 mois  
Sources : Coop de France-SNIA, Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP

Les évolutions de la fabrication d'aliments à la ferme sont plus difficiles à mettre en évidence pour les autres filières. La baisse notable de la production d'aliments pour vaches laitières est surtout liée à un retour à la normale après un pic en 2008, alors que les producteurs de lait cherchaient à maximiser la collecte en augmentant l'alimentation concentrée des vaches.

Cependant la production d'aliments composés pour vaches laitières se renforce en juillet 2010, traduisant un retour de la demande du fait de la sécheresse qui a atteint les régions du Nord-Ouest et de l'augmentation de la collecte.

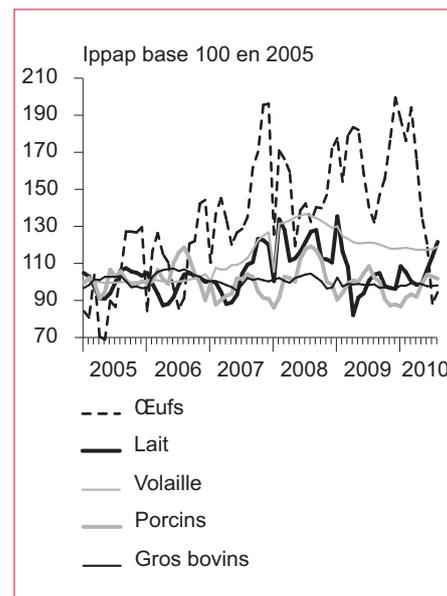
### Un ciseau de prix défavorable

Alors que les prix d'achat de l'alimentation animale s'accroissent durant le

deuxième semestre 2010, les prix agricoles à la production animale ne suivent pas cette tendance. Le seul prix à la production qui bénéficie d'une hausse est celui du lait. En moyenne sur les huit premiers mois, il s'élève de 5 % par rapport à 2009. Cette hausse fait cependant suite à une période où le prix était resté bas, après son effondrement en avril 2009. En cumul sur huit mois, les prix à la production sont stables pour les bovins et les ovins. Ils baissent de 4 % pour les volailles et pour les porcins. L'excès d'offre a fait chuter le prix des œufs à un niveau non observé depuis 2006.

Dans ce contexte de prix à la production stables ou en baisse, les hausses des prix d'achat de l'alimentation animale qui ont lieu dans le deuxième semestre provoquent un ciseau de prix défavorable.

### Des prix à la production stables ou en baisse, sauf pour le lait



Sources : Agreste, Insee

### Sources et définitions

- Production française d'aliments composés : Coop de France-nutrition animale – Snia. Enquête mensuelle auprès des entreprises produisant plus de 30 000 tonnes. La production de mash est incluse dans la production pour bovins.
- Indicateur Ipaal (Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale) : La Dépêche - Le Petit Meunier
- Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole, base 100 en 2005 : Insee, Agreste
- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2005 : Insee, Agreste
- Production des animaux de boucherie : Production indigène contrôlée (PIC) en tonnes équivalent carcasse, corrigée des variations de jours d'abattage.
- Production de volaille : Production totale
- MM12 : moyenne mobile sur 12 mois, permettant de supprimer l'effet saisonnier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Moyens de production » pour les séries chiffrées
  - dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture
- Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :
- « Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet », Synthèse Moyens de production n° 2010/107, mars 2010
  - « Le coût de l'alimentation animale s'alourdit », Synthèse Moyens de production, novembre 2007

# CONSOMMATION

Synthèse octobre-novembre n° 2010/133

## Retour PRODUCTIONS ANIMALES

### En 2010, la consommation de viande se porte mieux

**E**n 2010, la consommation de viande progresse, après deux années où elle déclinait. Parmi les viandes de boucherie, seule la viande bovine augmente à nouveau, alors que la consommation de viande porcine est stable. La consommation de volaille continue à se développer, grâce à celle de poulet particulièrement dynamique et à une reprise de la consommation de dinde.

**Les ménages réduisent leurs achats de viande fraîche de boucherie, au profit de la viande hachée, des surgelés, de la charcuterie et autres produits élaborés. Les achats se reportent aussi sur la volaille, sous forme fraîche ou élaborée.**

#### La consommation de viande de boucherie retrouve la croissance

La consommation de viande de boucherie, calculée par bilan et cumulée sur les huit premiers mois, s'élève de 1 % en 2010. Elle déclinait de 1 % en 2009 et de 2 % en 2008.

Cette reprise s'explique par la consommation de viande bovine qui s'accroît de 3 %, après une stabilité en 2009 et une baisse de 3 % en 2008. La consommation de viande bovine devient supérieure de 3 % à la moyenne des cinq dernières années. La reprise des abattages en 2010 et la stabilité des cours des bovins ont favorisé cette consommation.

La consommation de viande porcine des huit premiers mois est stable en 2010. Elle s'était légèrement rétractée en 2009 et en 2008. La baisse du cours du porc charcutier, de 3 % en un

an sur cette période, et le prix moyen d'achat réduit de 0,5 %, n'ont pas

débouché sur une consommation accrue de viande porcine.

#### La consommation de viande bovine se redresse

	Évolution en % de la consommation des huit premiers mois	
	En un an 2010/2009	En deux ans 2010/2008
<b>Viande d'animaux de boucherie</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 0,2</b>
dont : viande bovine	+ 2,6	+ 2,5
viande porcine	- 0,3	- 0,9
viande ovine-caprine	- 7,3	- 8,0
viande équine	- 2,4	- 6,2

	Évolution de la consommation du premier semestre	
	En un an 2010/2009	En deux ans 2010/2008
<b>Viande de volaille</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 2,4</b>
dont : poulet	+ 5,4	+ 9,3
dinde	+ 5,3	- 4,8
canard	- 5,9	- 13,1
autres volailles	+ 3,1	+ 2,2

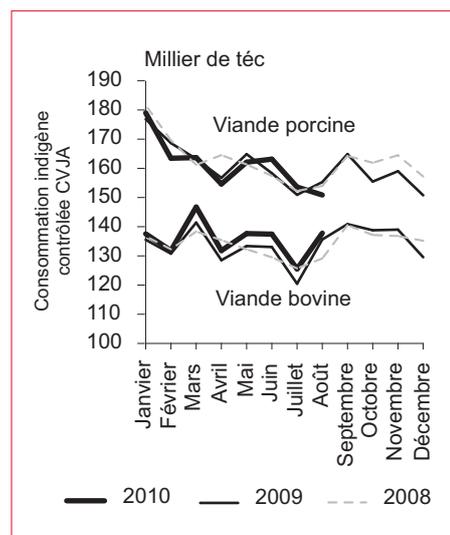
Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC) (tec)

Volaille : consommation indigène totale (tonnes)

Source : Agreste - Consommation de viande calculée par bilan

La consommation de viandes de boucherie des autres espèces animales poursuit son déclin. Celle de viande équine recule de 2 % en 2010, après - 5 % en 2009 et - 8 % en 2008. La forte chute de la consommation de viande ovine en 2010 (- 7 %) est à relier au niveau de prix de cette viande, et à la faiblesse des importations (- 12 %). Ces dernières représentent en effet 61 % de la consommation de viande ovine.

### Viande porcine stable, viande bovine en hausse



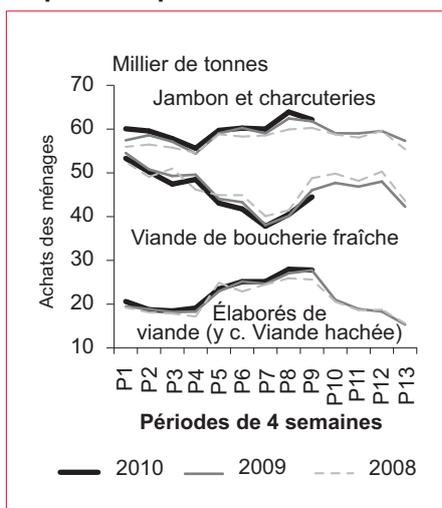
Source : Agreste

### Essor continu de la consommation de poulet et rebond de celle de dinde

La consommation de viande de volaille calculée par bilan progresse elle aussi. En cumul sur le premier semestre, elle s'élève de 4 % en 2010, après avoir baissé de 1 % en 2009. Le poulet reste le principal moteur de cet essor. Sa consommation s'élève de 5 % en 2010 (+ 4 % en 2009).

L'évolution positive de la consommation de viande de dinde du premier semestre 2010 compense partiellement la forte décroissance de l'année précédente (- 10 %). Cette consommation, malgré ses irrégularités d'une année à l'autre, poursuit une tendance à la baisse. En dépit de cette remontée, elle est au premier semestre 2010 plus basse de 6 % que la moyenne des cinq dernières années.

### Déclin des achats de viande de boucherie fraîche au profit de produits plus élaborés



Source : Kantar World Panel/FranceAgriMer

La consommation de viande de canard chute de 6 % au premier semestre 2010. Son déclin, entamé il y a deux ans à la suite de la limitation des mises en place de canetons, se prolonge. Cette consommation baissait de 8 % en 2009.

### Achats par les ménages de viande bovine : plus de viande hachée

Le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer permet de suivre les évolutions des achats des ménages pour leur consommation à domicile. En cumul sur les neuf premières périodes de quatre semaines (un peu plus de huit mois), les achats de viande fraîche de boucherie baissent de 2 %, par rapport à l'année précédente au profit des produits plus ou

### Achats pour la consommation à domicile : moins de viande fraîche, plus de poulet et de produits élaborés

	Évolution en % des quantités achetées		Prix moyen en €/kg	Évolution en % du prix moyen d'achat	
	Sur un an 2010/2009	Sur deux ans 2010/2008	En 2010	Sur un an 2010/2009	Sur deux ans 2010/2008
<b>Viande de boucherie</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>9,39</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,1</b>
Viande fraîche	- 1,7	- 2,3	10,14	+ 0,4	- 1,2
<i>dont bœuf</i>	- 2,6	- 4,3	12,76	+ 0,2	- 0,3
<i>veau</i>	+ 3,1	- 0,5	14,57	+ 0,4	- 2,4
<i>porc</i>	- 2,4	- 1,6	6,41	- 0,5	- 2,9
<i>ovin</i>	- 5,6	- 5,7	12,01	+ 2,5	+ 3,1
<i>cheval</i>	- 3,3	- 5,4	14,42	- 2,3	- 2,5
Viande hachée	+ 2,7	+ 6,3	9,13	+ 0,2	+ 1,2
Surgelés	+ 3,9	+ 5,6	6,02	- 2,3	+ 1,2
Élaborés	+ 1,8	+ 4,7	8,15	+ 0,8	+ 0,4
Jambon et autres charcuteries	+ 1,7	+ 3,9	9,28	+ 0,7	+ 1,8
Abats	- 6,9	- 4,5	8,33	+ 1,7	- 0,5
<b>Viande de volailles</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>+ 9,1</b>	<b>7,22</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,7</b>
Volaille fraîche	+ 5,7	+ 7,4	6,70	0,0	- 0,8
<i>dont poulet</i>	+ 7,4	+ 9,9	5,89	- 1,5	- 1,8
<i>dinde</i>	+ 1,2	+ 1,6	7,60	+ 2,2	+ 1,9
<i>canard</i>	+ 1,7	- 1,7	10,20	+ 7,5	+ 5,1
Lapin frais	+ 5,5	+ 1,4	8,35	- 0,3	+ 0,6
Surgelés	- 4,4	+ 4,1	7,16	+ 2,7	+ 4,5
Élaborés	+ 8,5	+ 13,3	8,01	- 0,8	- 2,1
Charcuterie de volaille	+ 17,0	+ 24,4	8,90	+ 1,4	- 1,4

Les calculs d'évolution portent sur le cumul des 9 premières périodes de quatre semaines.

Sources : Kantar World Panel/FranceAgriMer, Agreste

moins transformés, tels que viande hachée, surgelés, produits élaborés, jambon et charcuterie.

Les achats de viande de boucherie fraîche de bœuf diminuent en un an de 3 %, prolongeant la tendance des dernières années. Par contre, malgré un prix moyen d'achat plus élevé, mais quasiment stable, les achats de viande

fraîche de veau augmentent en 2010 de 3 %, alors qu'ils déclinaient régulièrement depuis plusieurs années. Ils ont bénéficié de campagnes de promotions en avril-mai, en particulier pour le « veau de la Pentecôte ».

Les achats de viande bovine se développent par contre sous la forme de viande hachée. La viande hachée de

bœuf augmente en 2010 de 2 % sous forme brute et de 6 % sous forme de surgelés, dont le prix d'achat moyen baisse de 2 %.

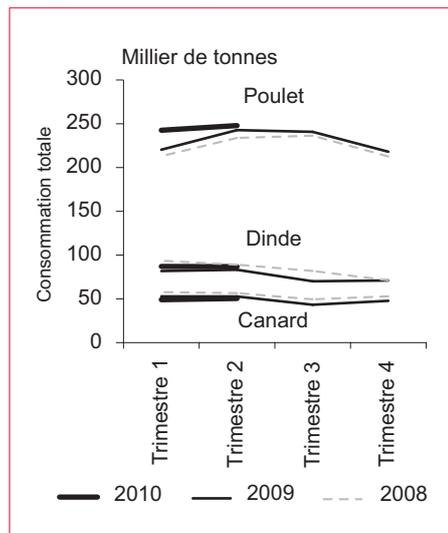
### Moins d'achats de viande fraîche de porc, plus de jambon et charcuterie

Les achats de viande fraîche de porc reprennent en 2010 leur tendance à la baisse (- 2 %), après un arrêt en 2009 (+ 1 %). Mais les achats d'autres produits à base de porc sont plus dynamiques. Ceux de jambon et charcuterie se développent sous la forme de produits en libre service (+ 6 % pour le jambon, + 4 % pour les autres charcuteries) malgré une légère hausse du prix d'achat de 1 %.

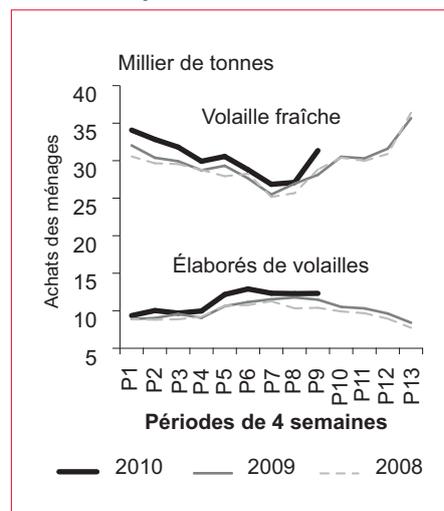
### Volaille : succès du poulet, des produits élaborés et de la charcuterie

Les achats de volaille fraîche ont fortement progressé en 2010, surtout grâce au poulet (+ 7 %) dont le prix moyen d'achat a baissé de 2 %. Ceux de dinde et de canard semblent progresser, malgré un prix moyen d'achat qui se renchérit. Les produits élaborés de volaille se développent rapidement (+ 9 %) et la charcuterie de volaille, dont le volume est encore modeste, est en plein essor (+ 17 %).

### Progression du poulet et de la dinde



### Les achats de volaille fraîche et de produits élaborés de volaille sont en expansion



## Sources et définitions

- **La consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine sur le territoire national. Elle est mesurée en tonnes équivalent carcasse, et elle est corrigée des variations de jours d'abattage.

La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.

Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks. Pour la viande de boucherie, les abattages retenus sont corrigés des variations de jours d'abattage.

- Les **achats de consommation** observés par **Kantar World Panel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

## Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2009, la consommation de viande se contracte encore », Synthèse Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009
- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009
- « Chute de la consommation de viande en 2008 », Synthèse Consommation de viande n° 2009/60, janvier 2009
- « Regain de la consommation de viande blanche en 2007 », Synthèse Consommation de viande n° 2008/29, juin 2008

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le Scees  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Consoscan** : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GASC** : General authority for supply commodities (centrale publique d'achat de matières premières en Égypte)  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Office de l'élevage** : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OniGC** : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)  
**OP** : organisme de producteurs  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Secodip** : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité  
**SNIA** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**SNM** : Service des nouvelles des marchés  
**Syncopac** : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**UEBL** : Union économique belgo-luxembourgeoise  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**Viniflhor** : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

## ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée

**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**ADL** : aide directe  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fac** : fonds d'allègement des charges  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**Ipampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**MCM** : montants compensatoires monétaires  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**Tec** : tonne équivalent carcasse  
**Teoc** : tonne équivalent œuf coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité  
et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT)  
Secrétariat Général

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2010

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)